L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 18 AVRIL 1974 N° 226

QUI EST MITTERRAND ?

La classe ouvrière et les masses populaires ne peuvent se reconnaitre dans aucun des candidats qui briguent la succession de Pompidou.

Ni Chaban, ni Giscard, ni Royer, ni Mitterrand ne les représentent. Car ce sont tous d'authentiques professionnels de la politique anticommuniste et antiouvrière, des représentants classiques de la bourgeoisie capitaliste.

Il en est de même de la cohorte hétérogène des autres candidats, présents dans cette campagne soit pour pratiquer quelque diversion au profit des premiers, soit comme les trotskistes, pour ramener les suffrages **« d'extrême-gauche »** au candidat de **« l'Union de la gauche »**.

Ces élections ne sont organisées par la bourgeoisie capitaliste qu'à son profit exclusif, pour tromper le peuple.

Dans une série successive d'articles « l'Humanité rouge » révèlera qui sont exactement ces politiciens, tous vieux chevaux de retour de la réaction.

Mais elle commence aujourd'hui par celui qui reste le plus dangereux pour la classe ouvrière et les masses populaires.

Pourquoi **« le plus dangereux »** ?

Simplement parce qu'avec l'appui actif des dirigeants révisionnistes du P.« C. »F., il suscite le plus d'illusions dans les rangs des travailleurs, des adhérents et sympathisants du Parti qui n'a plus de communiste que le nom, des progressistes et de tous les honnêtes gens qui aspirent légitimement à des changements profonds, réels et durables.

Le social-démocrate Mitterrand au pouvoir cesserait-il d'être le politicien anticommuniste et antiouvrier qu'il fut depuis toujours ?

Il n'est pas douteux que dans la perspective de puissants mouvements révolutionnaires de masse, le **« président »** du Parti **« socialiste »** saurait se transformer rapidement en briseur de grève, en praticien redoutable de la répression, allant sans nul doute plus loin encore que son maître en la matière, Jules Moch, son **« camarade de parti »**.

Sachons à temps discerner en ce Mitterrand un agent de la bourgeoisie capable de devenir en 1974 ou 1975 le **« Noske »** (1) français, avant qu'il ne puisse mettre à exécution ses qualités sinistres d'ennemi du peuple !

Mais voyons d'un peu plus près quelle est la biographie de ce politicien bourgeois.

QUI EST MITTERRAND ?

Sous le titre **« les insulteurs du Parti des Fusillés »**, **« l'Humanité-Dimanche »**, organe du Parti communiste français, répondit à cette question, dans son édition du 14 novembre 1948, par les indications suivantes :

« Secrétaire d'Etat chargé de l'Information. A ce titre il est principalement chargé de la diffusion des mensonges. Ce sous-ministre aux airs de jeune premier fut l'un des premiers vichystes de France, ce qui lui valut de figurer dans la liste des dignitaires de la Francisque avec la rubrique suivante « Mitterrand, Francois, Maurice, né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charentes), 20 rue Nationale à Vichy. Délégué service national des étudiants.

« L'attribution de la Francisque était subordonnée à l'engagement suivant : « Je fais don de ma personne au maréchal Pétain, comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir

(Suite pages 6 et 7)

POUR UN 1er MAI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN

Manifestation de la République au Père Lachaise

Participez nombreux à cette démonstration anti-électoraliste
contre toute solution bourgeoise à la crise
notamment la candidature de Mitterrand

LE 30 AVRIL A 20 H 30 : Cinéma « Le Ménil-Palace »
rue de Ménilmontant - Paris 20e

MEETING **« Les présidentielles et la voie pour la révolution prolétarienne »**

FASCISATION ET REVISIONNISME

Certains lecteurs nous disent : « Vous approfondissez la critique du révisionnisme ; mais la fascisation ? N'avez-vous pas « oublié » ou sous-estimé la dénonciation de la fascisation du même coup ? » Selon eux, il y en avait trop contre Brejnev et Marchais, pas assez ou pas du tout contre Marcellin, Chirac, C.D.R. et C.F.T... Nous pensons que ces amis et camarades qui font de la dénonciation de la fascisation et de celles des révisionnistes deux choses tout à fait distinctes se trompent. Les dirigeants du P. « C. » F. sont des agents actifs de la fascisation dans notre pays. Dénoncer la fascisation, c'est en même temps, et toujours, dénoncer leur rôle actif dans la fascisation. Sinon on se fait victime et porteur de l'idée répandue par les révisionnistes eux-mêmes : « face aux S.A.C., C.D.R. ou C.F.T... le "programme commun", c'est la démocratie ». Cette idée n'est pas conforme à la réalité : le « programme comcun » n'est pas la démocratie ! C'est une idée tout à fait dangereuse. C'est ce que nous voulons montrer.

La fascisation, un processus international

« *La fascisation est la préparation du recours au fascisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise* », indique notre brochure « La Fascisation en France » — supplément à H.R. n° 198. C'est dans notre pays un processus de préparation de *l'appareil d'Etat* au terrorisme ouvert. L'Etat se fascise par sa législation — constitution, loi anti-casseur —, par l'organisation de son appareil — police, armée —, par le renforcement de la répression, par l'utilisation des milices fascistes — C.D.R., C.F.T... — qu'il contrôle, par une campagne idéologique (réhabilitation de la torture et du nazisme) et le recours systématique au racisme (Cf. « La fascisation en France »).

Pourquoi un tel processus? La bourgeoisie monopoliste, par le recours au fascisme, tente de résoudre la crise générale de l'impérialisme, capitalisme agonisant et de prendre de vitesse les forces révolutionnaires, ouvrières et populaires dont les luttes grossissent alors que s'amplifie la crise. La France n'est pas seule à connaître le processus de fascisation. De Washington à Moscou, dans les pays impérialistes la crise est générale comme est puissante la montée des luttes ouvrières et populaires. Aussi *le processus de fascisation — ou le recours au fascisme* — constituent-ils *un phénomène international*. Quelques exemples : les Etats-Unis, où l'état a « perfectionné » son appareil répressif et « fiché » des millions de citoyens, exportant largement ses méthodes fascistes de par le monde, et surtout là où l'impérialisme U.S. maintient sa patte néo-coloniale, l'Allemagne de l'Ouest du « socialiste » Brandt, où l'on pratique des tortures psychologiques « de pointe » contre des militants politiques ; l'Union Soviétique du « communiste » Brejnev qui impose une dictature social-fasciste. La fascisation est un phénomène produit par la crise aigüe du capitalisme monopoliste ; il est — semble-t-il — *indépendant de la « couleur » de l'équipe dirigeante en place.*

Une telle observation donne à penser et doit nous garder des appréciations et des supputations subjectives, que nous avons parfois exprimées dans notre journal, concernant « l'aile fascisante » et la « fraction libérale », la « lutte de clans » entre les fractions, etc. Car c'est la *classe capitaliste dans son ensemble* qui recourt au fascisme quand elle ne peut plus faire autrement pour assurer ses profits et perpétuer sa domination ! C'est elle — dans son ensemble — qui prépare ce recours, qui engage le processus de fascisation. Sans doute utilise-t-elle les éléments « les plus réactionnaires, les plus chauvins » ; sans doute existe-t-il des contradictions en son sein quant aux méthodes à employer ; mais c'est là un aspect secondaire aujourd'hui — qui peut-être pourrait devenir autrement plus important dans une autre conjoncture, de dictature fasciste ou social-fasciste. Car nous importe aujourd'hui de bien reconnaître la *nature de classe* du processus engagé, et qui peut être mis en place par *n'importe quel gouvernement bourgeois ... « avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passe ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme* » a indiqué Dimitrov au VII° Congrès de l'Internationale Communiste. Autrement dit il n'est pas besoin d'être un fasciste notoire, un Marcellin ou un Le Pen, pour réclamer une loi anti-casseur. Qu'on se rappelle la plaidoierie... de Duclos en sa faveur en 1970 !

Le révisionnisme au pouvoir, c'est le social-fascisme

« *En Union Soviétique, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand ; une dictature de type hitlérien* » a indiqué le Président Mao. Sans doute est-il encore beaucoup d'hommes et de femmes de notre pays, admirateurs de l'Union Soviétique de Lénine et de Staline, qui répugnent à voir dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui une dictature fasciste. Cela est la réalité pourtant, que soulignent les grèves et les manifestations ouvrières et nationales, soigneusement tenues cachées et réprimées ces dernières années, à Chimkent et à Karkhov en 1967, à Kiev en 1969, Dniepropetrovsk en 1972, en Lithuanie, etc. (voir H.R. 214). L'appareil d'état où domine le « comité de sécurité d'état » depuis 1965 — vaste agence de renseignements et de contrôle des travailleurs soviétiques et le « Ministère de l'Intérieur » depuis 1968, où se multiplient les camps de travail et les hôpitaux « psychiatriques » et auquel s'intègre un appareil syndical qui contrôle rendements, primes, cadences, licenciements, est un appareil d'état fasciste ni plus ni moins. Et cela, quelles que soient les belles paroles « sociales » de Brejnev sur la « recherche permanente du perfectionnement des institutions » de la « démocratie socialiste » !

Voilà qui donne matière à réflexion et qui bouscule toutes sortes d'images stéréotypées du fascisme, savamment entretenues par les révisionnistes eux-mêmes. D'abord, l'existence du social-fascisme détruit *l'équation traditionnelle entre fascisme et extrême-droite historique.* Les révisionnistes modernes usent et abusent de cette image qui les dédouane ; il faut être bien naïfs ou bien peu innocents pour laisser croire que les fascistes d'aujourd'hui prendront seulement le même visage que ceux d'hier, les mêmes drapeaux et slogans que les peuples ont vomis et exécrés ! Il y a les « héritiers » des fascismes d'hier ; on les repère vite, on les combat ; nous l'avons toujours fait... Et il y a les autres, dangereux, car ils se parent d'habits socialistes, derrière lesquels ils masquent leur terrorisme, car ils usent d'une habile démagogie anti-capitaliste et sociale. C'était le cas hier, du nazisme « le national-*socialisme* » ; c'est le cas aujourd'hui du social-fascisme révisionniste ! Autre mystification révisionniste ; c'est de *réduire le fascisme au coup d'état sanglant.* Que le fascisme, « terrorisme ouvert » contre la classe ouvrière et le peuple soit sanglant, qui le niera ? Des millions de prolétaires en ont été les martyrs de par le monde. Mais le fascisme, c'est cela et plus encore : « *C'est, indique Dimitrov, le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste* » contre la classe ouvrière et le peuple. Aussi le fascisme ne se mesure-t-il pas au nombre de morts ; comme l'absence de fascisme à la « normalisation » ! Ainsi, les révisionnistes crient « au fascisme » quand les chars de Pinochet attaquent la Moneda ; ils parlent de « normalisation » quand les chars soviétiques pénètrent en Tchécoslovaquie (1968), de « légalité socialiste » quand les chars polonais tirent sur les ouvriers désarmés qui manifestent contre la vie chère. Il n'y a pas de quoi en faire une affaire : il n'y a pas eu d'effusion de sang selon eux ! On comprend pourquoi ils mettent en avant — trémolos dans la voix et cœurs secs — l'aspect sanglant du fascisme ; cela peut dissimuler — un temps, leurs propres agissements social-fasciste et masque la graduelle préparation à un recours au fascisme : la fascisation.

Les mystifications révisionnistes ne sauraient tromper éternellement ; et quand Marchais — dans son « défi » — nous vante sa camelote « démocratique » et son idéal « soviétique », il ne faut pas se leurrer. Le révisionnisme au pouvoir, c'est le social-fascisme. A Moscou, et aussi chez nous si nous ne le prenons de vitesse. Les dirigeants du P. « C. » F. ne sont-ils pas dès aujourd'hui les meilleurs agents de la fascisation ?

Les dirigeants révisionnistes, meilleurs agents de la fascisation

Dire cela peut choquer certains de nos lecteurs ou de nos amis qui s'estiment d'authentiques anti-fascistes et qui l'ont prouvé par le passé. Et pourtant cela est aussi conforme aux faits.

Mais attention ! A la suite d'un article paru dans « France Nouvelle » n° 1468, « les groupuscules fascistes et le pouvoir », un lecteur qui analysait dans une lettre le processus de fascisation, s'est vu répondre par « France Nouvelle » : « il n'y a pas de fascisation du régime, ce serait un abus de langage, mais il y a, au sein du pouvoir, des germes de fascisation "jusque chez les hommes de l'appareil d'Etat" ». L'hebdomadaire du P. « C. » F. serait-il convaincu ou presque par notre analyse de la fascisation ? Ce qu'ils appellent « autoritarisme » du pouvoir ne serait-il pas la même chose et ne leur cherchons-nous pas une mauvaise querelle, diront certains ? NON, PAS DU TOUT ! Les dirigeants révisionnistes combattent-ils la fascisation ? NON ! Pouvons-nous dire qu'ils la combattent « sans perspectives », mollement, sans « poser le problème dans toute sa gravité » ? Non et non ! Quand les dirigeants révisionnistes appellent à « manifester contre le renforcement du caractère autoritaire du pouvoir », que font-ils sinon récupérer la volonté de combat des travailleurs pour la mettre au service de *leur* politique et de *leur* solution à la crise capitaliste, QUI EST DE MEME NATURE QUE CELLE DE L'EQUIPE EN PLACE ! Le « programme commun » au pouvoir, c'est aussi la fascisation, la tromperie de la démagogie sociale en plus !

Le passé et le présent des révisionnistes nous renseignent sur l'avenir qu'ils veulent nous faire. Rappelons-le : qui a appelé « à en finir avec les groupuscules gauchistes », qui a réclamé l'interdiction des organisations en juin 1968, sinon l'« Humanité » révisionniste ? Qui a réclamé à cor et à cris la loi anti-casseur en 1970 ? « Je ne vous ai rien refusé, même pas une loi anti-casseur » lança Pompidou à Ballanger ; entre gens du même monde... Qui a protesté contre la mise en liberté des camarades de Pierre Overney, sinon « l'Humanité », Georges Marchais s'en prenant au « crime monstrueux des groupes gauchistes » alors même qu'un homme de main fasciste venait d'assassiner un prolétaire de notre pays. Ces appels à la répression, à l'attaque contre les forces progressistes et révolutionnaires en disent long sur le régime que les révisionnistes modernes veulent nous imposer. Déjà, il leur est arrivé de prendre les choses en main *directement :* ainsi lors du Congrès Constitutif du P.C.M.L.F. en décembre 1967, où un commando révisionniste armé agit en collusion avec la police ; dernièrement encore, des responsables révisionnistes s'en sont pris violemment à des diffuseurs de notre presse, à Saint-Etienne. C'est bien peu de choses encore, il est vrai ; mais cela ne permet-il pas de douter sérieusement du slogan révisionniste : « Le programme commun, c'est la démocratie ! ».

Ce n'est pas tout. Dans le processus actuel de fascisation, la politique révisionniste porte une responsabilité énorme. Quelle est la force principale de la bourgeoisie pour briser le mouvement prolétarien et populaire ? Est-ce les groupes fascistes ou les révisionnistes ? Sur le plan syndical, quel est le meilleur agent de la fascisation, la C.F.T. ou les dirigeants de la C.G.T. ?La question est d'importance. Nous l'avons dit souvent : diviser la classe ouvrière, la désarmer, ainsi que le camp populaire, semer des illusions sur la légalité bourgeoise, telle est la sale besogne quotidienne accomplie par les dirigeants du P. « C. » F. et de la C.G.T. Mais il y a plus encore : *la préparation de l'appareil syndical à une intégration de type fasciste à l'appareil d'état.* Qu'on en juge : aux ateliers de Vitry, on exclut un cheminot combatif du conseil syndical car « il ne respecte pas la ligne du syndicat » — le programme commun. A l'Alsthom Saint-Ouen, les révisionnistes excluent l'un de nos camarades de la C.G.T. une heure avant que le patron ne le licencie ! A Rateau, « l'anti-Lip » révisionniste, les dirigeants C.G.T. interdisent à une délégation des Lip de rencontrer les ouvriers de l'usine, refusent l'entrée à une délégation d'ouvriers de Girosteel, agressent une délégation de nos camarades dans une manifestation ! Chacun doit obéir à la baguette social-fasciste des révisionnistes : on exige des grévistes des Houillères la reprise du travail, on exige de la presse d'être plus discrète sur les « grèves minoritaires » — lettre de Séguy à propos de Moulinex. Que ne feraient-ils pas s'ils tenaient l'appareil d'état fascisant ?

⁂

Voilà quelques éléments que nous livrons à nos lecteurs, à nos amis, à nos camarades qui distinguent arbitrairement dénonciation de la fascisation et du révisionnisme. Dénoncer la fascisation sans dénoncer le révisionnisme N'EST PAS UN SIMPLE OUBLI, UNE DENONCIATION INCOMPLETE. *C'est une erreur,* nous semble-t-il. Car, c'est semer des illusions sur le révisionnisme moderne, sa prétendue volonté de « changer quelque chose », c'est masquer que les révisionnistes modernes sont des agents de la fascisation dans notre pays et qu'ils agissent et utilisent les luttes populaires pour établir un régime socialiste en paroles, fascistes dans les faits, c'est ne pas voir qu'ils sont l'obstacle principal au combat uni de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et contre la fascisation du pouvoir.

Au fond, c'est démissionner devant le révisionnisme moderne, se mettre à sa remorque, à celle du social-fascisme à l'intérieur, du social-impérialisme à l'extérieur. Au fond, c'est ne pas combattre *effectivement* la fascisation En aucun cas nous ne saurions tomber dans un tel piège.

Développons et organisons le courant anti-révisionniste et anti-électoraliste

Il existe déjà un courant anti-électoraliste, et de plus en plus se développe le courant anti-légaliste, et tout un mouvement d'opposition au révisionnisme. Il est de notre devoir et d'une impérative nécessité d'impulser, développer et organiser tout ce courant.

Quels sont les éléments qui nous permettent de faire une telle affirmation ?

a) Vis-à-vis de l'électoralisme :

— Les prises de position d'un certain nombre de militants de base du P« C »F.

— Les prises de position d'un nombre d'ouvriers de plus en plus grand.

— Les événements eux-mêmes ; deux particulièrement : 1) L'échec de la « gauche » aux législatives de 1973 (pas un siège de plus qu'en 1967, malgré l'événement tant attendu... le Programme Commun !) ; 2) L'échec de « la voie pacifique au socialisme » au Chili.

Après les Législatives de 1973, beaucoup de travailleurs, étaient dégoûtés, écœurés. Ils ont dit qu'ils ne revoteraient plus, en somme, ils rejettaient la mystification électoraliste entretenue par les dirigeants révisionnistes P« C »F-CGT.

Le tapage électoraliste va-t-il vous faire retomber dans le même piège ? Comment quelqu'un qui se prétend communiste peut-il appeler à soutenir Mitterrand, cet ennemi juré de la classe ouvrière, cet anti-communiste notoire ?

Le bulletin de vote apparaît comme une solution facile, mais de telles mystifications empêchent de faire même les petites choses. Des difficultés il y en aura toujours. Le chemin à prendre pour l'émancipation du prolétariat sera long et plein de difficultés qu'il nous faudra surmonter. Les travailleurs n'ont jamais pris le pouvoir par les urnes mais seulement par la révolution prolétarienne armée, comme en Albanie et en Chine.

Pendant la campagne électorale, tous les représentants de la bourgeoisie essaient de vendre leur camelotte mensongère, et pour cela ils n'hésitent pas à faire passer le blanc pour le rouge. Tous s'entendent sur une chose : exploiter à fond le peuple travailleur. Ils essaient de faire croire qu'il y a lutte entre deux régimes, il s'agit en réalité d'une lutte entre plusieurs tendances au sein du MEME REGIME. Chaque tendance est prête à exercer sa violence de classe, celle de la bourgeoisie, contre le prolétariat et les masses populaires.

b) Vis-à-vis du révisionnisme :

— Les grèves classe contre classe ont sérieusement secoué l'édifice révisioniste. De Renault à Lip, combien de grandes grèves ont été déclenchées sans le consentement des révisionnistes et même contre eux ? Et plus récemment les Houillères, les Banques...

— La lutte politique anti-révisionniste menée à l'Alsthom Saint-Ouen.

— L'agitation et la propagande, les actions anti-révisionnistes menées par nos camarades dans leurs entreprises.

— L'échec de la ligne révisionniste dans les luttes : Larousse... Bientôt Rateau ?

Les travailleurs refusent les augmentations en %, si chères aux révisionnistes. Refus de plus en plus catégorique de la ligne de division, de collaboration de classes. Ils répondent à la crise par la lutte résolue, refusant d'en faire les frais et rejetant les mystificateurs.

Tout ce juste mouvement d'opposition, le 1er Mai 1974 doit être l'occasion de le regrouper. Les travailleurs ne se nourrissent pas de belles paroles, de ronds de jambes ministériels et sourires électoraux, la moindre revendication s'arrache par la lutte. Le 1er Mai doit être la concrétisation de cette tendance : refuser toutes les solutions bourgeoises. Dans les entreprises développons la lutte syndicale dans cette optique, afin d'amener des sections syndicales, ou même quelques travailleurs, sur ces positions. C'est l'occasion de lier la lutte économique (qui est indispensable) à la lutte politique (qui est décisive). La lutte contre un patron doit amener à la lutte contre *l'ensemble* des patrons, le système capitaliste tout entier.

Dans le mouvement ouvrier la lutte entre deux lignes passe par l'attitude pratique que l'on adopte vis-à-vis du révisionnisme. Lorsque ceux qui s'autoproclament « révolutionnaires » ou « marxistes-léninistes » se prosternent devant les saintes-urnes de la bourgeoisie, ou bien s'en remettent à la légalité bourgeoise, qui servent-ils ? Ils contribuent à entretenir les illusions électoralistes et légalistes, ils sont en retrait par rapport aux éléments conscients des masses, qui eux l'ont rejeté. Ils veulent entraîner les masses qu'ils influencent dans l'orbite du programme commun qui est pourtant rejeté de plus en plus), *ils servent le révisionnisme*. Tous ces « rrrévolutionnaires » ne veulent vraiment pas tirer les leçons du Chili (ni de l'Indonésie qui avait coûté la vie à près d'un million de patriotes) et se mettent au coude à coude avec les révisionnistes et les socialos. Pensent-ils que Mitterrand au pouvoir ferait baisser les prix ?

« Si la gauche passait, disait le « socialiste » Defferre en 73, les grèves ne seront pas tolérées ! » Ainsi la dictature de la bourgeoisie modèle UDR serait remplacée par le modèle socialo (le « socialiste » Jules Moch fondateur des CRS, entre autres souvenirs). Ainsi, changer de président ou de gouvernement ne signifie nullement renverser la bourgeoisie, la lutte entre deux régimes ne peut être que violente. Les socialistes ne sont que des anti-communistes par nature, ils ne sont *pas mieux* que les réactionnaires traditionnels, mais bel et bien les fourriers du fascisme, l'expérience a déjà été faite.

Nous devons combattre ces illusions, dénoncer sans relâche les dirigeants révisionnistes qui ont remis en selle ces ennemis jurés de la classe ouvrière. Nous sommes dans une période de montée des luttes, l'obstacle principal, nous le voyons chaque jour est l'idéologie, la ligne politique et organisationnelle développée par les dirigeants du Parti révisionniste et de la CGT. Le début de prise de conscience, après les législatives de 73, doit être développé, trouver une dimension plus grande cette fois-ci, se concrétiser dans la rue le 1er Mai.

Serge Laforge

BATTAVILLE EN GRÈVE, POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1936

Battaville est essentiellement une usine en pleine campagne lorraine près de Moussey (Moselle). L'usine produit des chaussures « Bata ». Les ouvriers viennent de 50 km à la ronde. Il n'y a aucune autre industrie importante dans le secteur.

La grève

Tout le personnel de la production pratiquement est en grève depuis le 27 mars. Les sorties pour les camions ont été bouchées par les grévistes (par des voitures et des wagons). Certains se sont couchés par terre pour empêcher les camions de passer ! Les ouvriers sont résolus et font preuve d'un grand sang froid.

La revendication principale, mise en avant par les syndicats C.F.D.T. (majoritaire) et C.G.T. est :

7 % d'augmentation immédiate des salaires.

L'USINE VIENT D'AVOIR LE PREMIER PRIX DE LA COUPE MONDIALE BATA !

Travail au rendement et cadences très élevées.

Un bon tiers du personnel est payé au SMIC ou en-dessous.

Dans l'atelier « la couture » les 500 femmes ont des salaires insignifiants.

Les cadences sont très élevées et imposées par des cadres qui sont de vrais gardes-chiourmes. Le travail se passe dans des conditions atroces ; il y a souvent des crises de nerfs.

— Il est interdit dans certains ateliers (couture) d'aller aux toilettes avant la sonnerie ; la direction fait mettre quelqu'un devant pour empêcher les femmes d'y aller ! Il faut une autorisation pour aller faire ses besoins.

— Après la sonnerie il faut nettoyer les machines, balayer l'atelier : tout cela sans être payées.

— Le régime est draconien. On se croit parfois au 19e siècle : la direction fait mettre les ouvriers au piquet s'ils font une « faute » et pendant ce temps ils ne sont pas payés ! Si quelqu'un ouvre un peu trop la bouche, on le change de place ou on le met au chômage pendant une bonne partie de la journée ; résultat : salaires mensuels de l'ordre de 500 F (nous avons vu de nos propres yeux de telles fiches de paies). La répression est terrible.

Les femmes en tête de la lutte

Les syndicats avaient lancé le mot d'ordre de grève sans trop y croire. Tout le monde fut surpris du résultat. Les plus opprimées, les femmes ont joué un rôle capital : elles furent les premières à cesser le travail, à aller dans la cour et à entraîner les autres. Jeunes et moins jeunes sont ensemble dans la lutte. Tout le monde en a assez des salaires de misère et des cadences de plus en plus terribles.

Provocations et divisions de la part de la direction pour briser la grève

La direction essaie d'opposer les ouvriers entre eux.

Elle fait croire aux ouvriers de la tannerie qu'ils n'ont rien à voir avec les autres ateliers! Elle leur propose une meilleure augmentation qu'aux autres. Nul doute, dans son esprit, que le compte de la tannerie sera réglé plus tard. Il est à regretter que les ouvriers de la tannerie soient tombés dans le panneau.

La direction a proposé 5 % d'augmentation de la masse salariale et 3 % plus tard en laissant le soin aux syndicats de faire le partage ! Des miettes empoisonnées que les ouvriers ont repoussées.

Des provocateurs ont fait leur apparition : ils ont demandé aux ouvriers s'ils n'avaient pas besoin d'un commando de choc ! Les grévistes les ont renvoyés chez eux, sentant le danger. La grève se déroule dans le calme, les ouvriers ayant un sang froid étonnant.

Certains sont à la recherche de nouvelles formes de lutte pour « tenir le coup ».

« Les délégués syndicaux sont submergés de travail ».

Des ouvriers pensent qu'il faudrait aider ces délégués en les déchargeant d'une partie du travail : en même temps on mettrait encore plus les grévistes dans le coup (plus directement). Ils ressentent le besoin de s'exprimer, de prendre toujours plus leur affaire en mains, tous ensemble. Beaucoup sont intéressés par les formes de grève des « LIP » ou des femmes de la COFRAMAILLE.

LA LUTTE CONTINUE !

SOUTENONS LES GRÉVISTES DE BATTAVILLE !

COMME EUX DEMANDONS DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ET DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL. LUTTONS POUR OBTENIR SATISFACTION !

Correspondant H.R.

C'est le capitalisme qu'il faut abattre

Intensifions le combat classe contre classe

Travailleurs français, immigrés, LES MÊMES DROITS POUR TOUS !

L'affaire des 40 travailleurs immigrés de Louverné près de Laval n'est pas terminée.

Trois des 40 travailleurs immigrés en grève en février seront-ils refoulés ?

Mustapha Duman, Mehmet Guvervin et Halil Simsek travaillent maintenant sur un chantier de Dreux (Eure-et-Loire). Une décision de refoulement datée du 25 mars les met en demeure de quitter le territoire français le 2 avril.

Ni les 3 travailleurs turcs, ni la C.F.D.T., ni un avocat n'arrivent à connaître les motifs de cette décision, l'administration n'étant pas tenue de fournir les motifs d'un refoulement. Ces 3 travailleurs ont été

reconnus aptes à la suite de la visite médicale, ont un contrat de travail, sont logés, n'ont subi aucune condamnation ; quel prétexte pourrait alors invoqué l'administration pour justifier leur expulsion ?

Luttons pour que Mustapha Duman, Mehmet Guvervin, Halil Simsek restent en France. Le gouvernement les met « dehors » parce que des immigrés qui ont fait presque un mois de grève sont dangereux. Leur lutte a été victorieuse. Ils ont compris que le gouvernement, le capitalisme français était leur ennemi. Ils ont refusé le chantage : « Sois sage, tais-toi, travaille ou on te renvoie chez toi ! ». Ils ont relevé la tête et un mois plus tard gouvernement-patronat veulent les expulser.

Soutenons activement ces 3 travailleurs, ils doivent rester en France (l'administration ne peut même pas justifier son arrêté d'expulsion).

Dénonçons l'arbitraire qui frappe les immigrés, la circulaire Marcellin-Fontanet.

Correspondant « H. R. », Laval.

Pour se loger et bénéficier du confort, l'ouvrier doit travailler plus qu'il y a 40 ans

Très souvent on entend dire, y compris par des ouvriers, que le sort des travailleurs s'est considérablement amélioré depuis une ou deux générations.

Il est vrai que les grandes luttes ouvrières ont permis d'arracher au capitalisme des avantages d'ailleurs remis en cause (les 40 h, les congés payés, etc.).

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt, ni l'automobile ou le réfrigérateur faire croire que le « progrès » a ouvert toutes grandes les portes du paradis à la classe ouvrière.

Car les progrès techniques réalisés dans la production depuis une vingtaine d'années (automatisation) ont avant tout permis une exploitation plus intense et plus rationnelle de la force de travail d'un ouvrier. Le rendement s'est accru, les cadences aussi et la fatigue nerveuse de l'ouvrier a engendré toutes sortes de nouvelles maladies et une usure très rapide de sa force de travail en même temps que la nécessité de nouveaux produits pour renouveler cette force de travail (nécessaires aux loisirs par exemple).

Résultat : l'écart n'a cessé de grandir entre les profits réalisés sur le dos de la classe ouvrière par les capitalistes et les salaires versés aux travailleurs pour reproduire leur force de travail. C'est ce qu'en termes marxistes on appelle la paupérisation relative.

Mais il y a plus encore. C'est ce que prouve une étude réalisée par un vieil ouvrier du bâtiment nantais et qu'a daigné publier la presse locale, faute sans doute d'en mesurer la portée politique. Ce que montre cette étude, en effet, c'est qu'en fait le **salaire réel** de l'ouvrier du bâtiment a baissé depuis 1938. Avec le même nombre d'heures de travail, il ne peut pas en 1974 acheter ce qu'il aurait pu acheter en 1938.

Voici les preuves qu'apporte ce vieil ouvrier, tout d'abord pour ce qui concerne la nourriture.

« En 1938, au marché de Talensac (à Nantes), un ouvrier maçon pouvait acheter un kilo de viande de bœuf de première qualité pour 2 h 54 de salaire. En 1973, il faut à l'ouvrier maçon (anciennement catégorie IV B), 4 h 17 de salaire. On enregistre une hausse de 42 %. »

« Afin de mieux démontrer l'écart existant entre ces deux périodes sur la viande de bœuf, en voici les répercussions sur une journée de travail de dix heures : en 1938, l'ouvrier aurait acquis environ 3,400 kg de bœuf et, en 1973, environ 2,400 kg. Il aura donc perdu, au cours de sa journée de travail 1 kg de bœuf. Ou bien il devra faire 14 h 20 de travail au lieu de 10 h pour avoir la même quantité de viande qu'en 1938. »

La constatation est la même pour le logement : En comparant, d'après les annonces des journaux, des maisons de 1936 et d'aujourd'hui semblables quant au nombre de pièces et au confort et en ramenant leurs prix au tarif horaire de l'ouvrier maçon de 1936 et d'aujourd'hui, ce vieux travailleur conclut que la maison qu'il pouvait acquérir en 1936 avec 9 250 heures de travail nécessite aujourd'hui que l'ouvrier maçon travaille 17 640 heures pour acheter la même.

Bien sûr, il faut aujourd'hui moins d'heures de travail qu'en 1936 pour acquérir une voiture ou certains appareils ménagers. Mais comme le fait remarquer ce vieux travailleur il faut tenir compte des progrès techniques et aussi de conditions de vie différentes : « le réfrigérateur est beaucoup plus indispensable aujourd'hui qu'en 1936, époque à laquelle les maisons demeuraient fraîches parce que possédant des murs épais, des caves de bonne qualité, des puits, en plus grand nombre... »

La valeur de la force de travail de l'ouvrier dépend des conditions historiques. Elle correspond à des besoins objectifs que l'ouvrier doit satisfaire pour pouvoir renouveler sa force de travail. Ces besoins ne sont pas fixés une fois pour toutes. Aujourd'hui la possession d'une automobile est nécessaire à l'ouvrier, ne serait-ce bien souvent que pour se rendre à son travail ou pour pouvoir aller le dimanche respirer l'air de la campagne indispensable à la reconstitution de sa force de travail soumise aujourd'hui à une usure nerveuse intense, sans compter l'air pollué de nos villes.

Laissons notre vieux maçon récapituler : en 1936 pour acheter une maison et la doter de tout le confort plus une voiture, l'ouvrier maçon devait travailler 14 834 heures. Aujourd'hui 19 316 heures. Différence : plus de deux ans de travail !

Voilà qui renvoie bien haut au ciel des idées fausses les ritournelles des économistes bourgeois sur l'élévation constante du niveau de vie de la classe ouvrière et son soi-disant « embourgeoisement ».

Correspondant « H.R. » Nantes

Clermont-Ferrand

Grève des employés de la T.C.R.C.

A Clermont-Ferrand, pour la T.C.R.C., compagnie ayant le monopole du transport urbain, tous les moyens sont bons pour augmenter les profits de ses actionnaires. Ses tarifs sont depuis longtemps les plus élevés de France, avec la bénédiction de la municipalité « socialiste ».

Mais Claret, ami de la municipalité, et P.D.G. de la T.C.R.C., ne se contente pas de saigner les travailleurs de Clermont, contraints de prendre ses autocars. Avec la complicité du « P.S. », il exploite aussi férocement ses ouvriers. Il a pratiquement réussi à supprimer les receveurs pour en reporter tout le travail sur le chauffeur qui doit maintenant tout faire. Beaucoup de postes féminins ont ainsi été supprimés et les seules femmes qui travaillent encore à la T.C.R.C. ont dû passer le permis de conduire « transports en comman », pour arriver à conserver un emploi. Les socialos ont bonne mine, de faire semblant de clamer contre le chômage, alors qu'ils l'alimentent.

Les chauffeurs, faisant ainsi double travail, avec double responsabilité, n'ont pas été augmentés en conséquence. Lorsqu'un receveur a eu la « chance » d'être « reconverti » chauffeur, Claret lui a payé l'inscription au permis de conduire et seulement les dix premières leçons de conduite. C'est alors « la promotion du travail », Claret ne peut, bien sûr, former lui-même son personnel, à ses frais. Mais il y a pire : si le chauffeur reconverti est amené à quitter cette sale boite dans les trois ans (départ volontaire, licenciement, etc.), il doit rembourser l'inscription et le prix des dix leçons de conduite. C'est cela la « modernisation » et la « reconversion » telle que la conçoivent les monopoles. Mais ce n'est pas encore tout. La maison fournit aux employés des blouses, chemises, sacoches... mais lorsqu'un employé quitte la maison, il doit payer ce matériel « de l'entreprise » au prorata de l'usure. Un jour peut-être, Claret tentera-t-il de faire payer l'usure de ses cars ? C'est une forme d'amende qui tue et attache le travailleur à l'entreprise.

Voilà les conditions de travail qui ont amené les chauffeurs et les mécanos de la T.C.R.C. à déclencher leur grève surprise. Ils sont remontés garé leur car non loin du bureau de Claret et l'ont assiégé. Ajoutons qu'ils réclament également le retour aux 40 h et l'augmentation des indemnités de dimanche qui n'ont pas changé depuis 15 ans !

Correspondant H.R.

La maternité de Rennes

LA MÉDECINE AU SERVICE DES PATRONS

A la maternité de Rennes, s'est déroulé un « incident » très révélateur.

Une femme, faisant des ménages, vient accoucher. Et bien entendu, vu sa profession, donc sa classe sociale, elle ne peut avoir droit aux chambres claires, agréables, avec berceau de toile, possibilité de téléphone et un seul lit au 2e étage. Celles-ci sont en général réservées aux femmes appartenant « aux classes plus aisées » (cadres, femmes de bourgeois...)

Elle est donc installée au 3e étage dans une chambre à deux lits, situées sous les combles. Ces chambres sont tristes et sombres, avec de hauts berceaux en tôle (ce qui oblige les mamans à se dresser sur leur lit pour voir leurs bébés). Cet étage est réservé aux ouvrières, aux immigrées, aux paysannes, aux mères célibataires...

Cependant, le lendemain, on déménage votre femme de ménage : elle est rapidement descendue au 2e étage dans une chambre agréable à 1 lit. Pourquoi ce changement aussi rapide ?

« On » s'est tout simplement aperçu que c'est la femme de ménage de Mme La Préfet et que cette dernière vient lui rendre visite. Il faut avoir des égards avec elle pour faire bonne impression à Mme la Préfet.

Pour elle les meilleurs soins, le maximum de confort. Poniatowski pourra toujours vous parler de « l'humanisation des hôpitaux », il ne pourra vous faire oublier que dans une société capitaliste, la médecine est une médecine de classe au service des patrons.

Correspondant H.R. Rennes.

Imprimerie Georges Lang (Paris) :

NON A TOUT LICENCIEMENT ! A BAS LA COLLUSION C.G.T.-PATRONAT !

Combien de fois la bourgeoisie s'est-elle montrée scandalisée, lorsque des ouvriers en lutte mettaient en place des piquets de grève ? Combien de fois a-t-elle prêché qu'il fallait respecter la « liberté du travail » ?

Que n'a-t-elle fait pour répandre des idées comme : « les jeunes, ils cherchent du travail en priant dieu de ne pas en trouver » ? Que n'a-t-elle fait pour diviser les rangs de la classe ouvrière, pour opposer Français et Immigrés, jeunes et vieux, hommes et femmes.

Le cortège des licenciements n'en finit plus.

Le secteur du Livre est loin d'être épargné par la crise. La liquidation de Larousse, qui s'est soldée par 650 licenciements en dépit des cris hystériques de la C.G.T. sur cette « victoire sans précédent », ce résultat qui « fera jurisprudence » ; les restructurations et autres concentrations à Informatic 300.000 (200 licenciements), Darboy, Moriamé, etc.

L'imprimerie Georges Lang, 13, rue Curial, Paris 19e, ne fait pas exception à la règle. La direction de cette importante société (2.500 ouvriers) mène sa « petite » affaire rondement ; puisque de moins 9 millions en 1971, le bilan financier passait à plus 1,5 million de N.F. en 1972, pour atteindre plus 5,2 millions de NF en 1973 (!). Qui se réjouit de ces résultats ? La C.G.T. chante en chœur avec M. Lang que « les résultats de l'année 1973 ont été positifs » ; nos « élus » C.G.T. au Comité d'Entreprise paraissent très satisfaits : « ce redressement se confirme en 1973... » ; puis : « la situation financière de l'imprimerie n'est pas mauvaise... ». Bref, chez Lang tout va bien... sauf pour les travailleurs !

D'où peut bien venir ce bénéfice net multiplié par 4 en un an ? Il vient de deux faits : la « bonne » gestion de l'entreprise, la surexploitation des travailleurs. Pour ce qui est de la gestion, contentons-nous de citer la liquidation du secteur offset. M. Lang estime que la concurrence est trop importante dans l'offset, il faudrait faire des investissements considérables pour être compétitifs, il préfère donc liquider ce secteur et mettre tous ses œufs dans le même panier : l'héliogravure. Tous les travailleurs de l'offset devrait être partis d'ici un an. Oh ! bien sûr, cela ne va pas se faire brutalement, mais en diminuant le travail de façon à décourager les travailleurs afin que les effectifs se réduisent d'eux-mêmes.

Sous prétexte de rationalisation du travail, on met en place des « méthodes » qui ne visent en fait qu'à rentabiliser en réduisant les effectifs, les salaires sont quasiment bloqués, les cadences augmentent.

Comment la direction peut-elle agir ainsi, à sa guise ? Les travailleurs de chez Lang acceptent-ils une telle situation ? Non. Mais chez Lang, comme dans nombre d'entreprises, les ouvriers sont désarmés. La C.G.T., syndicat de loin le plus fort dans le Livre, à force de trahisons, de collaboration de classe, a fini par décourager complètement les ouvriers. La C.F.D.T., quant à elle, est très faible, du moins chez Lang. Les travailleurs se retrouvent donc les bras ballants devant un patron dont l'imagination ne manque pas quand il s'agit de diviser, de faire pression... Les ateliers rue Curial et rue Archereau sont appelés à disparaître, avec la bénédiction de la C.G.T. : « Au cas, où pour des raisons majeures la fermeture ou la décentralisation de tout ou partie de l'imprimerie Lang serait inévitable, que soit établi :

— de pouvoir discuter préalablement de la fermeture ou de la décentralisation de l'entreprise avec les moyens de contrôle indispensable ;

— qu'il ne puisse y avoir de licenciements ou changements d'emploi sans reclassements préalables, garantissant pleinement les droits des travailleurs et leur assurant une situation équivalente ».

Depuis plusieurs années l'usine de Noyon fonctionne, et se développe. Déjà, elle représente plus de 30 % de l'activité totale (Paris plus Noyon) de l'héliogravure. Le patron utilise cette situation pour faire pression sur les travailleurs ; ainsi en juin 1973, usant du chantage à la fermeture et aidé par les actions de sabotage de la C.G.T., il a pu faire pourrir la grève des ouvriers revendiquant 50 centimes d'augmentation pour tous, sans souffrir du tout de l'arrêt de production... Quant à l'unité entre ouvriers de Paris et de Noyon, elle est très difficile à construire. En effet, les ouvriers anciennement à Paris, et qui se sont laissés tromper par le patron en acceptant de partir à Noyon, sont aujourd'hui logés par Lang. De sorte que le plus petit mouvement peut être doublement réprimé par le licenciement et l'expulsion... A cela s'ajoutent les divisions entretenues par la direction et la maîtrise entre jeunes et vieux, Français et Immigrés, entre receveurs et conducteurs, entre receveurs (salaires horaires entre 7,98 et 10,27 pour le même travail). Le travail en équipes (3 x 8) n'est pas non plus un atout pour la construction de l'unité...

Et puis, il y a la pratique du « coup de main »... Ce petit chef-d'œuvre de raffinement dans l'exploitation permet tout... Voyons ce qu'il en est. Tous les ouvriers embauchés chez Lang, le sont en « coup de main ». Ce « statut » permet au patron de licencier n'importe qui, ayant moins de 6 mois consécutifs de maison, dans les 2 heures qui suivent la remise de la « notification de fin de coup de main » et sans prendre la peine de chercher un motif. Voilà qui est astucieux n'est-ce pas ?

Agissant de la sorte, elle satisfait d'un seul coup plusieurs de ses intérêts :

1° D'abord, elle fait l'économie du préavis.

2° Le « statut de coup de main » n'est valable que 6 mois consécutifs, une fois le cap des 6 mois passé, l'ouvrier est « en pieds » (c'est-à-dire que pour le licencier, il faut un préavis, une indemnité suivant l'ancienneté — très minime puisque pour virer un ouvrier qui a 23 ans de maison, le patron ne doit verser que 4.500 F (!).

3° En ne gardant la moitié du personnel (nous sommes en tout 80 à 90 conducteurs et receveurs, « en pied » ou non par équipe aux rotos hélios) que pendant des périodes de 1 à 5 mois, et en divisant de multiples façons les ouvriers, elle empêche la réalisation de l'unité, la formation de noyaux solides.

C'est donc ainsi qu'entre le 26-2-74 à 23 heures et le 27-2 à 23 heures, 12 gars ont été licenciés à l'hélio (4 par équipe) ; et que 12 autres ont subi le même sort le 11 mars. Dans l'équipe où je travaillais, nous avons été convoqués 2 par 2, le 12-3 à 5 h 30 du matin (1 h 30 avant la fin du travail), on nous a remis la « notification », le chef ajoutant : « vous comprenez, il n'y a plus de papier, on ne peut pas vous garder » ! Aussi sec, nous allons voir le délégué C.G.T. de l'atelier, qui nous explique : « vous êtes pas défendables, d'abord vous êtes pas syndiqués, ensuite tant qu'il y aura des gars assez bêtes pour signer le papier au bureau du personnel, on pourra rien faire » ! Parmi nous, un ouvrier de 35 ans, père de 2 enfants, sa femme enceinte étant en arrêt de travail... Lui non plus n'est pas défendable !... Pour nous 4, au moins, la collusion C.G.T.-patronat, la corruption de ce syndicat, ne sont plus des notions creuses... Le patron nous ayant fait travailler jusqu'à samedi matin 7 h., nous avons profité de cette semaine pour faire de l'agitation. Principalement contre le patron, bien sûr, en montrant à tous qu'ils étaient aussi menacés de licenciement : les ouvriers « en coup de main » pour les mêmes raisons que nous, les ouvriers « en pied » à cause du démantèlement et de la décentralisation. Mais nous nous sommes attachés aussi à démasquer cette C.G.T. complètement vendue à la bourgeoisie. Grâce à ce grand nombre de discussions, la conscience de classe des 4 licenciés, et même de certains autres ouvriers, s'est beaucoup élevée. Désormais, nous saurons ce que « liberté du travail » veut dire dans la bouche de la bourgeoisie.

Et puis, nous avons appris concrètement ce qu'est le révisionnisme, cette idéologie bourgeoise contre-révolutionnaire, nous l'avons combattu le plus fermement possible, à chaque occasion, et nous saurons désormais à quoi nous en tenir.

Il va y avoir d'autres licenciements chez Lang.

A l'exemple des Lip, passons à l'offensive contre tout licenciement !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !

Un jeune ouvrier marxiste-léniniste.

Echos des luttes de la semaine

A Saint-Nazaire. — Les grévistes déclarent : « Les banquiers considèrent leurs employés comme des larbins et espèrent que nous nous lasserons, que la grève pourrira, et qu'ils s'en tireront à bon compte (5 points, soit moins de 20 F pour tous et qu'on en finisse !). Seulement ils ferment les yeux en face de la vérité. Ils veulent continuer à ignorer que nous sommes irrémédiablemnt décidés à rétablir un situation trop longtemps anormale (...). Plus les jours passent, plus notre confiance en l'avenir augmente. Les revendications n'ont pas changé : 400 F pour tous avec 20 points (75 F) de progression, 30 points (45 F) pour les classifications, paiement intégral des jours de grève. »

SIDERURGIE LORRAINE

Mouvement revendicatif pour des augmentations de salaire uniformes de 200 à 300 F.

A Rambas — usine Sacilor — grèves bouchons sur les trains de laminoir, pour obtenir un salaire mensuel de 2 000 F et des modifications dans les classifications.

—o—

ATELIERS CENTRAUX DES P.T.T.

Débrayage à l'atelier de récupération (vieux matériel téléphonique) avec le soutien des ateliers proches.

Le débrayage est dû au dégagement de vapeurs toxiques qui proviennent du vernis servant à imprégner les bobinages des moteurs électriques, transformateurs...

Des femmes de l'atelier de récupération fréquemment incommodées par ces émanations et lassées par l'incapacité de la direction de trouver une solution prennent la décision de quitter leur poste de travail pour aller respirer l'air frais. Cinq d'entre elles se rendent même à l'infirmerie prendre des soins.

C'est avec le soutien d'autres camarades de différents ateliers voisins et la présence de 2 responsables de la C.F.D.T. que la décision est prise de manifester son mécontentement à la direction. C'est rapidement qu'une quarantaine de travailleurs et travailleuses se trouvent face au bureau de la direction. Le directeur est absent, son bras droit intervient : prend un ton volontairement rassurant et paternaliste, promettant que toutes les mesures nécessaires seront prises quand le personnel aura repris son poste de travail. Les ouvrières ne bronchent pas. Le ton devient alors plus menaçant. Il montre alors son vrai visage et donne l'ordre impératif de regagner son lieu de travail.

Le travail ne reprendra finalement que plus tard quand une délégation d'ouvriers et ouvrières ainsi que les 2 représentants de la C.F.D.T. auront été reçus et que les vapeurs auront disparu.

Aujourd'hui, grâce à leur détermination, l'étuve a été déplacée, des mesures d'hygiène et de sécurité ont été prises et c'est conscientes de leur force et de leurs possibilités que les ouvrières ont repris le travail, bien décidées à conserver cette unité quand le besoin se fera sentir.

Correspondant « H. R. », Lorient.

—o—

VILLARD-DORON (à Sorbiers, Loire)

Le 2 avril, à l'appel des syndicats, 80 % du personnel s'est mis en grève. Entreprise spécialisée dans les textiles et tissus élastiques. 140 salariés. Personnel féminin en majorité.

La direction refuse de discuter sur les revendications, qui sont entre autres : le treizième mois, une heure d'information payée, revalorisation de la prime de nuit et de la prime de vie chère pour mars. Les grévistes (80 %) tiennent une permanence au réfectoire.

Cette situation reflète la position actuelle du textile de la Loire, où le personnel prend conscience de sa situation, étant parmi les plus mal payés du département.

Un sympathisant « H. R. », Saint-Etienne.

COMMANDEZ... LISEZ... DIFFUSEZ...

"LE DÉFI RÉVISIONNISTE"

(ANDRÉ COLÈRE)

Brochure éditée en supplément

A « L'HUMANITE ROUGE »

L'exemplaire 2 F (port compris)

EDITORIAL

Suite de la page 1

Qui est Mitterrand?

ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. »

« M. Mitterrand n'est pas un parjure : fidèle à son serment, il est toujours dans la tradition vychiste. »

Le Parti communiste français n'a jamais publié aucun rectificatif, aucune autocritique remettant en cause les informations précises ainsi apportées par **« l'Humanité-Dimanche »** du 14 novembre 1948.

En proposant et en soutenant aujourd'hui la candidature de Mitterrand à la présidence de la République, comme ils le firent déjà fin 1965, les dirigeants révisionnistes du P.« C. »F. trahissent donc, **en toute connaissance de cause,** les héroïques militants communistes poursuivis, torturés, massacrés, asssassinés de 1940 à 1944 par les nazis, avec la complaisance, voire la complicité des **« kollaborateurs »** dont fit partie Mitterrand.

Mais le passé de Georges Marchais n'explique-t-il pas son allégeance empressée à l'ex-kollabo Mitterrand, quand on sait que l'actuel secrétaire général du P.« C. »F. travailla lui-même en Allemagne nazie et que l'on attend, depuis longtemps maintenant, **mais vainement,** qu'un tribunal bourgeois sollicité par lui le **« blanchisse »** de l'accusation d'avoir été **« volontaire »** ?

Qu'en pensez-vous, vieux camarades encore militants ou sympathisants du P.« C. »F. ? Et vous, jeunes travailleurs trompés par la trahison révisionniste moderne, le saviez-vous ?

Mais ce n'est pas tout.

En 1942, à Vichy paraissait une revue intitulée **« France, revue de l'Etat nouveau »**. Elle était dirigée par le milicien Gabriel Jantet, devenu depuis lors membre de l'O.A.S. Un criminel, par conséquent, doublé d'un traître à la patrie et au peuple français. Or, dans le premier tome de cette revue, que l'on peut consulter à la Bibliothèque Nationale au Département des Imprimés, sous la côte 8°-LC-26663, se trouve outre un article du maréchal félon en personne, la prose grandiloquente (déjà !) et collaboratrice du même Mitterrand (à la page 695). Nous en publierons un extrait dans un prochain numéro.

Aujourd'hui le kollabo Mitterrand prétend avoir été **« résistant »**.

Il n'est pas exclu en effet que ce politicien, sentant le vent de la victoire tourner contre les nazis à partir de leur débâcle historique de Stalingrad, se soit réservé de discrètes complicités pour justifier par la suite une prétendue activité **« dans la Résistance »**.

N'a-t-on pas vu, après 1945, devant les tribunaux, jusqu'à d'anciens agents de la Gestapo ou de la Milice invoquer le témoignage de personnes dont ils avaient **« sauvé la vie »** (pour se réserver l'avenir), alors qu'ils s'étaient rendus coupables de tortures et d'assassinats ? N'est-ce pas précisément le cas du criminel Touvier ?

En fait, dans une interview de juillet-août 1972 au journal réactionnaire **« l'Expansion »**, Mitterrand prétendit avoir **« fabriqué de faux papiers pour aider les prisonniers de guerre évadés »**, mais fut contraint de reconnaître qu'il ne l'avait **« pas fait pour la Résistance »**.

Un gouvernement de la IVe République : dans ce panier de crabes (entourés d'un cercle) : Mitterrand, Edgar Faure, Fouchet et Chaban-Delmas.

Par ailleurs, ce politicien invoqua des liens avec quelques hautes personnalités connues pour avoir milité dans les rangs du mouvement **« Combat »**, en particulier avec le sieur Henri Frenay. Or il se trouve précisément que ce personnage a été violemment pris à partie dans **« France nouvelle »** n° 644 du 13 mars 1958 (page 14) comme frénétiquement anticommuniste et **« pour avoir rencontré par deux fois en janvier-février 1942 le ministre de l'Intérieur de Pétain, le traître Pucheu »** de sinistre mémoire.

Comme on voit, les **« alibis »** de Mitterrand sont particulièrement douteux et bien peu convaincants.

Le bas de sa chemise n'est pas propre !

Camarades communistes sincères, et vous aussi, hommes et femmes d'origine juive, victimes du racisme hitlérien avec l'active coopération des hommes de Vichy, et vous encore, anciennes victimes de la bête immonde du fascisme, **n'ayez pas la mémoire courte !**

Faites connaître partout autour de vous la vérité sur le passé du kollabo François Mitterrand !

Mais que fit encore par la suite ce politicien bourgeois, arriviste sans scrupule, anticommuniste forcené ?

Il fut présent dans tous les paniers de crabes réactionnaires de la **« IVe République bourgeoise »**. Qu'on **en juge :**

En 1947, Mitterrand fut ministre du gouvernement Ramadier qui, en avril-mai, à l'instigation de la C.I.A., trahit la confiance des travailleurs et déclara ouvertement allégeance aux capitalistes, organisant la répression des ouvriers. Ses compères alors se nommaient Depreux, Moch, Lacoste, Bidault (des socialistes et un M.R.P. futur chef de l'O.A.S.).

Du 22 novembre 1947 au 23 juillet 1948, Mitterrand fut encore ministre du gouvernement de la bourgeoisie présidé par l'ultra-réactionnaire Robert Schuman, père du Marché commun des monopoles capitalistes.

C'est en 1947 qu'en sa qualité de ministre des Anciens combattant, il révoqua et licencia 23 % des agents de son ministère qui avaient participé aux grandes grèves de l'époque.

Du 11 septembre 1948 au 26 octobre 1949, Mitterrand retrouva un portefeuille ministériel dans le gouvernement Queuille. Il s'y trouva en compagnie de personnages célèbres :

Moch, ministre de la Police ; Ramadier ; Lacoste, qui favorisa en Algérie la pratique généralisée de la torture ; Daniel Mayer ; Pflimlin ; Pinay et... Marcellin, qui faisait là ses premières armes au ministère de l'Intérieur (comme adjoint de Jules Moch !).

C'est ce gouverneent à la solde de l'impérialisme U.S. et de la bourgeoisie qui devait rester célèbre par l'acharnement qu'il mit à réprimer par la violence policière les grandes grèves de la fin de l'année 1948 : 1 041 arrestations, 300 condamnations par les tribunaux de l'Etat. Dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais, 1 800 licenciements...

Du 14 juillet 1950 au 9 mars 1951, le même Mitterrand fut encore ministre (de la **« France d'Outre-Mer »** !) du gouvernement... René Pleven. Il y fut en compagnie de Mollet, Defferre, Pflimlin, Edgar Faure, Antoine Pinay.

Mitterrand fut encore ministre du gouvernement suivant à nouveau dirigé par Queuille. Il y fut en compagnie des mêmes Mollet, Moch, Defferre, du même Edgar Faure, du même René Pleven, du même Pinay.

Et on recommença en janvier-février 1952 dans le gouvernement Edgar Faure, où Mitterrand se retrouva en compagnie d'Antoine Pinay et de Raymond Marcellin.

On recommença encore dans le gouvernement Laniel, de juin à septembre 1954 avec Edgar Faure, Maurice Schumann, René Pleven et huit ministres gaullistes cette fois.

Le 19 juin 1954, grand événement : tel un sauveur ultime de la bourgeoisie qui en a encore d'autres en réserve, Mendès-France devient chef du gouvernement. Là, cela vaut la peine d'ouvrir les yeux pour lire. Furent en effet ministres, jusqu'au 5 février 1955 : Marc Jacquet, Paul Renyaud, René Pleven, Edgar Faure (son directeur de cabinet n'était autre que Giscard d'Estaing), le cheval de retour Mitterrand et... Chaban-Delmas !

Mitterrand n'en resta pas là. Pour les élections législatives du 2 janvier 1956 plusieurs partis bourgeois constituèrent le **« Front républicain »**. La charte en fut signée :

— Pour le Parti radical, par Mendès-France ;
— Pour la S.F.I.O., par Guy Mollet ;
— Pour l'U.D.S.R., (par Mitterran) ;
— Pour les gaullistes (« républicains sociaux), par Chaban-Delmas.

La suite est mieux connue : Mitterrand fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet constitué en février 1956. Il poussa à l'agression impérialiste franco-britannique contre l'Egypte et à l'agression sioniste qui prirent comme prétexte la nationalisation du Canal de Suez. Il osa comparer cette juste décision du peuple égyptien à l'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie !...

A l'égal des colonialistes les plus forcenés il fut un instigateur de la poursuite de l'oppression sanglante du peuple algérien. Il proclamera notamment : **« La seule négociation c'est la guerre ». « L'Algérie c'est la France »...**

Devenu ministre de la Justice, Mitterrand porte la responsabilité de l'exécution capitale en mars 1957 de notre camarade Fernand Yveton. Ce militant communiste algérien passé au F.L.N. fut arrêté, torturé et guillotiné en vertu des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement Guy Mollet (avec l'appui des parlementaires révisionnistes).

Voilà, tel qu'en lui-même, le politicien bourgeois ignoble que Marchais veut installer à la présidence de la Ve République !

Car, après 1958, sentant une fois de plus que le vent de l'histoire risquait quelque retournement, Mitterrand se fit insensiblement le leader de la fausse gauche, ou bourgeoisie dite de gauche, en s'appuyant résolument sur l'opportunisme et la trahison des dirigeants du Parti « communiste » français, agents en France du social-impérialisme russe (qui n'a plus rien d'ailleurs de « soviétique »).

Faites connaître la vérité sur François Mitterrand !

Même **« à contre-courant »**, la vérité est toujours révolutionnaire et finit toujours par vaincre, à condition que le courage et la persévérance ne fassent pas défaut aux hommes qui la défendent.

Jacques JURQUET

Mitterrand en Algérie, à propos des patriotes algériens : « Balayez-moi tout ça ! La France ne quittera jamais l'Algérie.

(1) Noske : Social-démocrate allemand qui réprima dans le sang la Commune de Berlin après la guerre 1914-1918.

Une théorie trotskyste :

"le débordement" et "il faut que les masses fassent leur expérience"

Parmi les idées fausses, reflet de l'idéologie bourgeoise à propos de la candidature Mitterrand, il est une thèse que les diverses organisations trotskystes ressortent à chaque élection : c'est celle du « débordement ».

De quoi s'agit-il ? Il s'agit sur le fond de justifier l'appel à voter Mitterrand. Le leader trotskyste, Krivine dans une interview à « Politique-Hebdo », résume ainsi cette thèse : « **Cette victoire** (celle de Mitterrand) **aurait le mérite de débloquer la situation... Au second tour, nous voterons pour Mitterrand, sauf s'il négocie avec la bourgeoisie.** » Autrement dit les masses se trompent mais il faut qu'elles fassent leur expérience que Mitterrand ne peut pas aller jusqu'au bout : alors se créera un débordement révolutionnaire. Cette idée correspond également à l'éditorial relevant de la même idéologie de « Politique-Hebdo » :

« Parce que seize ans de pouvoir réactionnaire, c'est beaucoup trop, parce que nous ne sommes pas partisans de la politique du tout ou rien, parce que surtout, une victoire de la Gauche peut donner le signal d'un vaste et profond mouvement populaire susceptible d'aller bien au-delà des timides et peureuses limites envisagées par les dirigeants réformistes, une large majorité des camarades de « P.-H. » estiment qu'il faudra alors bloquer les suffrages sur Mitterrand pour assurer la défaite du candidat de la droite. »

Quel est le fond de cette théorie. C'est :

1. Mitterrand ce n'est pas la bourgeoisie (Krivine dit « s'il négocie avec la bourgeoisie ») ou encore Mitterrand ce n'est pas la réaction ;

2. La victoire de Mitterrand sera l'occasion d'un vaste mouvement populaire et ouvrira des perspectives nouvelles ;

3. Les masses sont trompées, elles ne verront leur erreur que si Mitterrand l'emporte.

Sur le premier de ces points les trotskystes de l'AJS sont plus nets que leurs acolytes de Rouge puisqu'ils disent tous déjà que le PC est un parti ouvrier. Mais sur ce point, l'histoire a montré que Mitterrand qui a été ministre à plusieurs reprises n'est pas plus un dirigeant ouvrier que De Gaulle qui pourtant bénéficia en son temps de voix ouvrières. De même que d'autres candidats de la réaction aujourd'hui. On voit toute l'absurdité de cette théorie selon laquelle un parti est ouvrier à partir du moment où il bénéficie d'une influence chez les ouvriers. Non ce qui est déterminant c'est la politique appliquée par ce parti : et en ce qui concerne le PS et Mitterrand qu'on nous montre en quoi ils ont jamais servi les intérêts du prolétariat ; au contraire toute l'histoire de ce parti et de cet homme montre qu'ils ont combattu avec acharnement le prolétariat, la révolution et le communisme.

La seconde idée exprimée par les trotskystes est : « Mitterrand ce n'est pas la droite ». C'est aussi le cheval de bataille des dirigeants révisionnistes du PCF. Mais posons la question est-ce que dans notre pays l'opposition passe entre « gauche » et « droite » ou entre bourgeoisie et prolétariat. En réalité ce n'est pas d'aujourd'hui que « s'affrontent » gauche et droite en France mais l'une et l'autre n'ont jamais appliqué rien d'autre que la politique de leur classe, la bourgeoisie.

De même que « travaillistes » et « conservateurs » en Grande-Bretagne ou « républicains » et « démocrates » aux Etats-Unis. Demander aux travailleurs de choisir entre deux partis bourgeois c'est les atteler à la bourgeoisie. En Angleterre les révisionnistes ont appelé à voter travaillistes et aux Etats-Unis ils ont soutenu Kennedy sous prétexte qu'il était « meilleur », « plus démocrate » que les « républicains » mais c'est Kennedy qui a envoyé les « Marines » au Vietnam, tout comme en France c'est Mitterrand qui a fait guillotiner F. Yveton, communiste algérien, ou le socialiste (encore membre du Parti socialiste et président du Conseil général de Dordogne avec les voix du P« C »F) Lacoste qui a mené une politique fasciste contre le peuple algérien. Socialiste ou majorité, la graine est la même, c'est la réaction.

Ici il nous faut prendre le second argument : « les masses doivent faire leur expérience ». Eh bien non.

En réalité Mitterand, non seulement c'est la réaction, mais c'est la **pire** réaction. Celle qui mène sa politique **efficacement** car elle trompe bien le peuple et profite de ses illusions et partout de sa division. Appeler à voter Mitterrand c'est refuser de dire la vérité aux masses, c'est mépriser le prolétariat et les masses populaires, c'est espérer se faire bien voir des masses en flattant les illusions graves qui peuvent exister, c'est désarmer le peuple. Imaginez qu'au nom de « les masses doivent faire leur expérience » les communistes allemands aient appelé à voter « national-socialiste » dans l'Allemagne de 1933 ? D'authentiques révolutionnaires ont le devoir de se battre pour des idées justes et non de mystifier le peuple.

Le troisième argument tout aussi éculé c'est celui du « débordement » proprement dit. C'est l'argument révisionniste à 100 %. Marchais n'a-t-il pas déclaré dans son dernier rapport devant son Comité central que Mitterrand victorieux ce serait une condition pour ouvrir la voie à l'application du Programme commun.

Et Krivine reprend en chœur « ça débloquerait la situation ». Piètres stratégies ! Comme si l'essor du mouvement révolutionnaire des masses dépendait de la victoire d'un candidat bourgeois aux présidentielles. En 1936 (puisque les trotskystes y font référence alors que la situation est radicalement différente), ce ne sont pas les élections qui ont suscité le mouvement de masse, mais l'immense mouvement de masse qui a débouché sur une victoire du Front populaire marqué par l'alliance du parti socialiste et d'un puissant parti prolétarien, le PCF (qui n'existe pas aujourd'hui). Ainsi prétendre que la victoire de Mitterrand favoriserait le développement du mouvement de masse c'est non seulement manipuler l'Histoire mais aussi favoriser la pire réaction car on ne voit pas comment les travailleurs pourraient se mobiliser massivement avec profit contre la bourgeoisie dès lors que celle-ci serait représentée par un homme qui les trompe.

Les complices unis pour tromper la classe ouvrière et le peuple de France : Mitterrand, Fabre et Marchais : de vrais compères !

Si Mitterrand passait...

Sans croire que le programme commun et l'élection de Mitterrand permettraient un changement de société, la réalisation du socialisme, de nombreuses personnes se disent : ça permettrait au moins quelques améliorations. Certains déclarant que face à la fascisation cela assurerait un certain respect de la « démocratie ».

De telles idées sont dangereuses. Certes Mitterrand ne manque pas de faire des promesses concernant les revendications et les libertés mais ce sont là des paroles. On ne doit se fier qu'aux faits. Quels sont-ils ?

Regardons d'abord vers le passé.

Et alors on constate que les « socialistes » qui déjà promettaient des progrès pratiquèrent une politique de réaction complète.

C'est Jules Moch, ministre socialiste de l'intérieur qui crée les CRS. C'est lui encore qui les envoie contre les travailleurs en lutte, en particulier les mineurs, et qui fait assassiner des ouvriers.

Ce sont les « socialistes » qui prennent la responsabilité de la plus barbare des guerres contre le peuple algérien. C'est Guy Mollet qui se fait le champion de la terreur, c'est sur son ordre que le tortionnaire Massu rentre à Alger. C'est le « socialiste » Lacoste qui en Algérie introduit et couvre la torture.

C'est Mitterrand, ministre de l'intérieur, qui donne l'ordre de faire guillotiner le communiste Fernand Yveton, combattant de l'indépendance nationale algérienne.

Ce sont les « socialistes » qui prennent encore la responsabilité de l'expédition impérialiste contre le canal de Suez. Et l'on pourrait citer d'autres faits. Les « socialistes », durant toute la durée de leur participation au pouvoir se sont signalés par leur caractère d'ennemis féroces des travailleurs. Mitterrand rappelant dans son dernier livre, « La rose au poing », que si c'était à refaire il recommencerait. Croit-on que les « socialistes » au pouvoir aient apporté de quelconques améliorations, qu'ils aient joué le rôle de « démocrates » ?

Mais c'est là le passé diront certains. Les « socialistes » ont changé.

Commençons par regarder dans un pays où les « socialistes » sont au pouvoir : l'Allemagne. On apprenait récemment que des prisonniers politiques y sont soumis à de terribles tortures. Démocratie ?

Mais ce n'est pas la France... alors regardons chez nous. Et que voit-on ?

Les « socialistes » ont constitué une « Convention des cadres de réserve pour l'armée nouvelle » et parmi les dirigeants de cette organisation on relève un nom : Georges Sauge. Individu qui s'est signalé par ses activités fascistes. Entre 1959 et 1961 il créa des « comités civiques » dont le rôle était « *de formation et d'action anticommuniste* » et qui bénéficiait du soutien de diverses organisations fascistes. Il se signala encore par les conférences qu'il prononça à l'Ecole de guerre et au collège militaire de l'OTAN sur le thème « *la stratégie du communisme international* ».

A ce titre il fut un des initiateurs de la torture en Algérie et un de ses « théoriciens ». Ce qui fonda ses amitiés avec l'OAS. Aujourd'hui ce *fasciste* est membre de la fédération socialiste des Hauts-de-Seine. Croit-on qu'un tel individu pour ne citer que lui soit un défenseur des « libertés » ? Autre exemple : on se souvient des assassinats commis au Consulat d'Algérie à Marseille. On se souvient aussi que Deferre, maire de la ville ne daigna pas recevoir l'Ambassadeur d'Algérie, ni participer aux obsèques. Ce qui en dit long sur « l'anti-racisme » des socialistes.

Fait plus récent. A Marseille, un commando fasciste attaquait différents locaux. Dans ce commando et semble-t-il sous ses ordres, un responsable du « Centre Démocrate »... frère d'un autre dirigeant de cette organisation, membre, lui, du conseil municipal de Marseille, dirigé par Deferre.

Alors, est-ce que les « socialistes » ont changé comme aiment à le dire certains ? La réalité, c'est que ce qu'ils firent lorsqu'ils étaient ministres, ils le referaient s'ils accédaient à nouveau au pouvoir.

Laos : FORMATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE D'UNION NATIONALE un grand événement

Le 5 avril dernier, le gouvernement provisoire d'union nationale et le conseil politique national de coalition ont été constitués au Laos. Cet événement vient en application des accords de Vientiane de février 1973 et à la suite des premiers pas accomplis depuis plus d'un an vers le « *Laos pacifique indépendant, démocratique, neutre, unifié et prospère* ». Les deux parties — celle de Vientiane et le Front Patriotique Lao — s'étaient déjà entendues dans des protocoles d'application (septembre 73) et par la réalisation de la neutralisation de Vientiane et de Louang-Prabang. Aujourd'hui, le pas en avant est plus important encore ; les tâches du gouvernement provisoire et du conseil politique national sont clairement précisées : *consolider le cessez-le-feu, mettre fin à toute ingérence étrangère, faciliter le retour des réfugiés* — 1/3 de la population — dans leurs villages, *garantir l'exercice des libertés démocratiques et organiser les élections générales.*

Le gouvernement provisoire est présidé par Souvanna Phouma — premier ministre du côté de Vientiane ; le conseil politique national par Souphanouvong, président du Front Patriotique Lao.

La constitution du gouvernement provisoire est l'aboutissement d'une lutte longue, difficile et complexe. Déjà par deux fois, en 1957 et 1962, ont été formés des gouvernements de coalition au Laos. A chaque fois torpillés par les impérialistes américains par « extrême-droite » laotienne interposée. Aussi un combat acharné contre l'impérialisme U.S. a-t-il été mené par le peuple lao et le FPL, dans des conditions très dures ; le Laos détient le triste record du nombre de tonnes de bombes reçues par habitant ; le Pentagone y a perfectionné sa « guerre spéciale », usant de « forces spéciales » — bandes mercenaires recrutées dans des minorités nationales et payées par Washington, Q.G. ultra-moderne de la CIA, « conseillers » US infiltrés sous couvert d'une compagnie aérienne « Air América »... Pourtant, au Laos, comme dans toute l'Indochine, le Pentagone a subi d'impressionnantes défaites stratégiques. Aujourd'hui le Front Patriotique Lao dirige les 4/5 du territoire ; de grands progrès ont été faits dans la zone libérée sur les plans politique, économique et culturel. En février 73, Nixon a été contraint d'accepter qu'un accord soit fait entre les Laos. Non sans grincements de dents, du côté de « l'extrême-droite », ramassis de fantoches engraissés par les dollars de « l'aide » US ! Son coup d'état d'août dernier ayant échoué, elle a été contrainte elle aussi, de faire bonne figure et de céder devant la volonté unanime de paix et d'indépendance manifestée par le peuple du Laos tout entier.

« *Il y a, cependant, beaucoup d'obstacles placés sur la voie conduisant à la paix et à la concorde nationale. Si nous ne levons pas tous ces obstacles, il n'y aura pas de paix durable, et la concorde nationale ne sera pas véritablement réalisée.* »

Le prince Souphanouvong a ainsi appelé à la vigilance, à « tous les habitants des diverses couches sociales du Laos à s'unir étroitement, à mener une lutte résolue en se servant de l'accord de Vientiane et de son protocole comme d'une arme contre les ennemis de la concorde nationale et de la paix. »

La lutte continue au Laos ; mais là comme dans toute l'Indochine, les peuples avancent sur leur lancée victorieuse, la situation évolue en leur faveur. Nous nous en réjouissons, sans pour autant relâcher nos efforts de solidarité.

Dans les zones libérées, le peuple est libre de choisir ses représentants.

CAMBODGE - CHINE

Une solidarité à toute épreuve

« *Les deux parties affirment leur détermination à préserver et à renforcer la solidarité militante et la grande amitié Vietnam-Kampuchea et à briser toutes les manœuvres de l'ennemi visant à porter atteinte à ce sentiment sacré* ».

Tel est l'un des engagements réaffirmés à l'occasion de la visite de la délégation du FUNC et du GRUNC à Hanoï.

L'atmosphère était aussi toute d'amitié et de solidarité militantes en Chine, où la délégation conduite par Khieu Samphan a participé à un grand rassemblement solennel de 10.000 habitants de Pékin. Cette solidarité à toute épreuve est d'une grande importance pour les deux peuples ; elle est un grand encouragement pour notre lutte, pour celle de tous les peuples. Ci-dessous de courts extraits de l'intervention des deux orateurs à ce meeting :

Wang Hong-wen, vice-président du Comité central du P.C.C. :

« La Chine et le Cambodge sont des pays frères et des voisins intimes. Nos deux peuples sont liés par une vieille amitié traditionnelle. Au cours de la longue lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, ils se sont toujours témoigné sympathie et soutien... Il y a déjà 4 ans, au moment où le peuple cambodgien venait d'allumer le feu de sa guerre de résistance, le président Mao, grand dirigeant du peuple chinois, a fait une déclaration solennelle, dans laquelle il a annoncé au monde entier la juste position du peuple chinois consistant à soutenir la lutte du peuple cambodgien contre l'agression américaine, pour le salut national. Il n'y a pas longtemps, le président Mao nous a enseigné encore une fois ceci : nous sommes un parti communiste, et nous devons aider les peuples : ne pas aider les peuples, c'est trahir le marxisme. Gardant fermement cet enseignement à l'esprit, le peuple chinois est déterminé à soutenir sans défaillance la juste lutte du peuple cambodgien, et ce jusqu'à la victoire totale. »

Khieu Samphan, vice premier ministre du GRUNC, membre du bureau politique du FUNC :

« Bref, l'ennemi, qui est au bout du rouleau, se débat dans les affres de l'agonie. L'impérialisme américain poursuit la khmerisation de la guerre et continue d'épauler de toutes ses forces la clique traîtresse de Phnom Penh, mais il ne saurait remédier à sa situation qui se détériore chaque jour davantage. Quant à nous, nous avons sous notre contrôle de vastes zones. Nous gagnons en force au fil des combats. Les FAPLNC ont remporté des victoires toujours plus grandes dans la guerre. Animées de l'esprit de compter sur leurs propres efforts, elles ont aplani toutes sortes de difficultés et sont devenues une armée très puissante sur le plan idéologique, politique et opérationnel »...

« Dans la lutte de notre nation et de notre peuple, que ce soit pendant la période facile ou difficile, nous avons toujours considéré la République Populaire de Chine comme notre arrière solide et le plus sûr. Conformément aux enseignements du président Mao Tsé-toung, son illustre leader, le peuple chinois est fermement attaché aux principes et à l'esprit de l'internationalisme, et appuie invariablement les peuples du monde entier en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, pour la libération nationale. »

Sadate : "CONTRE LA VOLONTÉ DES DEUX SUPERPUISSANCES"

Les choses ne vont pas toutes seules pour les sociaux-impérialistes au Moyen-Orient. Dans la rivalité aiguë qui oppose les deux super-puissances dans la région, chacun essaie de couper l'herbe sous les pieds de l'autre. Ces derniers temps Kissinger a marqué quelques points sur Gromyko sur le terrain diplomatique...

Brejnev a de quoi s'inquiéter par ailleurs. Car l' « image de marque » d' « ami des peuples arabes » dont il voudrait se prévaloir, se ternit de jour en jour... Ainsi, le président Sadate vient de lui porter un sérieux coup dans un interview au journal libanais « Al Anwar ». Parlant de la situation « ni guerre, ni paix », que les Etats-Unis et l'Union soviétique cherchent à maintenir au Moyen-Orient, il a dit :

« Les deux géants, les Etats-Unis et l'Union soviétique, tiennent à l'existence d'Israël et agissent, chacun à sa façon, pour sauvegarder la présence d'Israël. Ainsi donc, les Etats-Unis, agissant au nom d'une certaine théorie de "l'équilibre des forces", assurent à Israël une supériorité constante sur tous les arabes réunis. Les Soviétiques, de leur part, ne livrent aux Arabes les armes, la technologie — qui sont livrées à profusion à Israël par les Américains — que dans certaines limites et avec beaucoup de réserves. »

Et d'ajouter d'autres faits : quelques heures après le déclenchement de l'offensive, l'ambassadeur soviétique a demandé à voir Sadate de manière « urgente » pour lui annoncer... une demande de cessez-le-feu de la Syrie. Piètre manœuvre qui tourna court, comme d'autres manigancées à Moscou et à Washington !

« A tout moment dans l'avenir, toutes les décisions devront être purement égyptiennes, même si elles sont contre les grandes puissances. »

A indiqué le président Sadate devant la conférence des étudiants égyptiens.

La presse égyptienne dénonce également la volonté de contrôle et de domination soviétique.

Exemple : l'Union soviétique réclame à cor et à cri de participer au dégagement du canal de Suez ; ses experts sont accueillis ; mais ne font aucune proposition quant au dégagement ; par contre ils furètent tout autour du canal pour y cueillir des renseignements ! Aussi le journal égyptien « Akhbar el Yom », conclut-il :

« Nous aussi nous avons un cerveau et nous réfléchissons. Notre cerveau nous avertit de ne pas laisser une des deux super-puissances nous utiliser contre l'autre, ou ne pas permettre à l'une ou l'autre des super-puissances de porter tort à notre avenir au bénéfice de ses propres intérêts. »

Les sociaux-impérialistes ne sauraient tromper éternellement.

les marxistes-léninistes et le service militaire

La conscription est l'œuvre de la bourgeoisie. Au delà de questions secondaires d'effectifs ou d'économies, elle a principalement été instituée pour tromper le peuple sous l'apparence de l'égalité devant la loi, sous celle de l'armée, de l'Etat au-dessus des classes ; pour rechercher l'adhésion populaire à la politique militaire de la bourgeoisie, à sa politique générale, pour pousser à la collaboration de classes. La conscription se veut l'expression du lien entre l'armée bourgeoise et le peuple.

Le problème du service militaire se pose avec force parce que justement, loin d'une unité, il y a au contraire un fossé, qui va s'agrandissant, entre opprimés et oppresseurs. Et également parce que les facteurs militaires dans les relations internationales, parce que la question de l'indépendance de notre pays qui leur est liée, prennent de plus en plus d'importance.

Les aspirations anti-capitalistes de la jeunesse sont justes. Mais dans les conditions actuelles, la revendication, mise en avant par certains se disant de « gauche » ou bien « révolutionnaire », de la suppression ou de la réduction du service militaire est réactionnaire. Pour trois raisons qui sont celles de la nécessité d'une instruction militaire pour notre peuple, de l'opposition à l'armée de métier et de l'importance de la défense nationale.

Notre peuple a besoin d'une instruction militaire

Guidée par ses intérêts, la bourgeoisie est obligée de fournir une formation militaire aux 250 000 appelés annuels. Comment faut-il juger cela ? Assurément comme quelque chose d'important et de bénéfique pour le prolétariat et le peuple révolutionnaire. Les marxistes-léninistes ne peuvent se désintéresser de cette question. Mao Tsétoung a indiqué que « *la guerre (...) est la forme suprême de lutte pour résoudre, à une étape déterminée de leur développement, les contradictions entre classes, entre nations, entre Etats ou entre blocs politique* ». En France aussi, la contradiction bourgeoisie-prolétariat sera tranchée par les armes. Notre pays est actuellement en paix. Mais la paix civile fera obligatoirement place un jour à la guerre civile révolutionnaire. Sur le plan mondial, la paix entre superpuissances peut se transformer en guerre d'agression, en guerre interimpérialiste ; et la France, qui est un objet de convoitise des deux supergrands pourra reconnaître l'occupation étrangère. Il est nécessaire à notre peuple de posséder la connaissance des armes pour la révolution prolétarienne (sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois). Cela lui est nécessaire aussi pour l'indépendance nationale car pour l'assurer, il faut savoir combattre. Bien entendu une ligne révolutionnaire ne se réduit pas à une ligne militaire ; celle-ci découle au contraire de la ligne idéologique et politique prolétarienne, le parti de la classe ouvrière commande à son armée. Mais les événements sanglants d'Indonésie et du Chili l'illustrent, il ne faut pas négliger la question des armes. Marx, Engels, Lénine et Staline y ont toujours prêté attention. Voici par exemple, ce qu'écrivait Lénine, en 1917, en pleine guerre interimpérialiste, dans « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (1)).

« Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Siusse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'*évolution objective* du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire ,mais *alors seulement, et en aucune façon avant. (...)*

Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune de Paris ?

« La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde : il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prend-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant.

« Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre. »

Remarquons que sur ce plan, comme sur les autres, révisionnistes et ultra-gauchistes n'ont rien à voir avec la pensée de Lénine, bien qu'ils n'hésitent pas à s'en réclamer.

Certains disent que l'instruction militaire reçue pendant le service est nulle. C'est inexact. Et même si, de manière générale, elle reste insuffisante, il ne faut pas la repousser. Son niveau est très inégal suivant les cas. Aussi, pour un appelé, serait-ce faire preuve d'idéologie prolétarienne que de ne pas craindre les difficultés et de demander une affectation dans une arme de combat, et plus spécialement dans une unité au meilleur niveau d'entraînement telle que celles de chasseurs alpins, de fusiliers-marins-commandos ou de parachutistes. De même il serait absurde, pour les révolutionnaires qui en ont les possibilités, de refuser d'élever leur instruction en suivant une préparation militaire et en devenant, chose bien sûr encore moins facile sous-officier ou officier de réserve. Engels a écrit : « *Le parti peut être contraint à des actes révolutionnaires pour la sauvegarde des lois données par la bourgeoisie elle-même. D'où le service militaire obligatoire de notre temps, et il devrait être utilisé par tous pour apprendre à se battre, mais particulièrement par ceux à qui leur instruction permet d'acquérir la formation militaire d'officier comme volontaire d'un an.* » (2).

Ajoutons qu'Engels avait lui-même accompli ce service volontaire d'un an comme officier.

Les questions militaires sont importantes ; elles jouent un rôle décisif, au moment opportun, dans la lutte de classe. Sans armes, pas d'affranchissement des classes, peuples et nations opprimés, pas d'indépendance pour les pays. Aussi ne faut-il pas repousser l'instruction militaire, mais la recevoir et lutter pour que notre peuple en bénéficie d'une authentique. Parler de révolution et refuser l'apprentissage des armes, refuser de faire son service militaire, c'est, en définitive, croire au « passage pacifique » ; cette conduite est une manifestation d'idéologie révisionniste.

Contre l'armée de métier

La bourgeoisie ne dissoudra jamais d'elle-même son armée. Revendiquer la suppression de la conscription revient à demander une armée de volontaires, une armée de métier. Il en est de même de celle de la réduction de la durée du service militaire. Au-dessous de 12 mois, plus le service est court et plus est grande l'obligation de personnel stable, donc de métier, que ce soit pour l'encadrement ou les spécialités techniques ; bref, pour tout ce qui requiert une certaine formation et même pour les soldats dont le niveau militaire et l'homogénéité au combat sont évidemment fonction de la durée de l'entraînement subi. Les partis socialiste et révisionniste font une honteuse campagne démagogique sur ce sujet. Tout en se prononçant verbalement, contre l'armée de métier, ils y poussent de fait tout droit, en proposant de réduire à six mois la durée du service. Les unités du contingent n'auraient plus alors qu'une importance tout à fait secondaire, un rôle d'appoint. La conscription semblerait alors tout à fait inutile et sa suppression pure et simple largement facilitée.

L'armée de conscription et celle de métier sont toutes deux l'armée de la bourgeoisie. Mais elles ont également des différences non négligeables. La jeunesse de notre pays connaît l'armée actuelle. Sait-elle toujours ce que représenterait une armée de métier ? Un corps de mercenaires extrêmement réactionnaire, prêt à exécuter sans sourciller toute la basse besogne qu'on pourrait lui attribuer. Une armée de coup d'Etat fasciste qui se livrerait à la répression sans difficulté. Ce sont les unités de métier qui ont combattu en Indochine, qui ont constitué le fer de lance de la guerre colonialiste en Algérie. C'est sur des unités de métier et non sur le contingent que les généraux putschistes d'Alger en avril 1961 ont trouvé appui. C'est dans le personnel et les troupes de métier que l'OAS a recruté. Ce sont les unités d'engagés qui sont à la pointe de la réaction dans l'armée française de 1974. Celles du contingent, composées pour l'essentiel, de fils de travailleurs, seront pour la bourgeoisie, toujours moins sûres et plus difficile à diriger pour l'exécution de tâches contre-révolutionnaires — leur emploi soulèverait facilement des problèmes politiques. On a pu le voir en Algérie. — C'est pour cette raison que peu d'appelés ont été envoyés au Tchad, et que sont seulement employées contre grévistes et manifestants les unités de métier spécialisées comme la gendarmerie mobile (et des forces de police apparentées, quoique ne dépendant pas du ministre des armées). Il faut lutter contre tout ce qui, dans la politique militaire de la bourgeoisie, dessert notre peuple. Et dans cette lutte, le prolétariat sera en position dix fois plus forte avec une armée de conscription et non de métier.

Voilà dans la réalité le sens de la réduction ou de la suppression du service militaire. Notons que le programme commun rejoint en ceci ceux des Réformateurs et des groupes fascistes qui se prononcent eux ouvertement pour l'armée d'engagés. La défense de la conscription fait partie de la lutte contre la fascisation, fascisation dont le camp « gaulliste » ne saurait être le seul support, mais que les Etats-Majors du PS et du P« C »F, comme cet exemple l'illustre, appellent aussi de leurs vœux.

(A suivre)

(1) Voir « Lénine sur la guerre et la paix (Recueil de 3 textes). Editions de Pékin. 1973. (1,10 F.)

(2) Manuscrits pour l' « Anti-Dühring ». Travaux préliminaires. Editions sociales. Page 384.

Le n° 5 de « PROLETARIAT » va bientôt paraître.

Les éditions du Centenaire recommande à ceux qui ont oublié de se réabonner d'envoyer dans les plus brefs délais à :

E-100, 70 rue de Belleville 75020 PARIS

25 F pour an « ordinaire »,
32 F pli fermé.
27 F pour un an étranger,
43 F pli fermé.
50 F pour un an de soutien

Nouvelle tentative de division du mouvement marxiste-léniniste de France

LES DIRIGEANTS DE FRONT ROUGE CRÉENT UN FAUX PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

« *En France, en mars* 1974, *les communistes marxistes-léninistes de « Front Rouge » se sont réunis en Congrès constitutif du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste* ».

Telle est l'information inattendue que publie le numéro 110 de l'hebdomadaire Front Rouge qui se trouvait, voici à peine quelques semaines, en pleine détresse et prêt de disparaître !

A vrai dire, les articles parus sur ce sujet (1), n'apportent que fort peu d'éléments de connaissance concrète de cet événement et nous devrons attendre d'autres publications pour juger de la ligne politique fondamentale de ce « Parti ».

Quant à la ligne idéologique des dirigeants de Front Rouge, devenus dirigeants du nouveau « parti », nous la connaissons de longue date maintenant.

Comme le savent déjà nos lecteurs, Front Rouge est né en 1970 d'une fraction, d'un putsch mis en échec et d'une scission consécutive pratiqués par un groupe de cinq étudiants qui, au sein du Parti communiste marxiste-léniniste de France d'une part, dans les comités de défense de « *l'Humanité-Rouge* » d'autre part, défendaient une ligne confuse aux apparences gauchistes, mais foncièrement opportuniste de droite en réalité. Faisant preuve de l'esprit de secte propre à la petite bourgeoisie, ces étudiants s'efforcèrent de détruire notre journal et d'entraver son influence. Mais s'entre-déchirant entre eux, ils s'éliminèrent par la suite les uns après les autres et aujourd'hui, seul d'entre eux, subsiste dans la direction de cette formation scissionniste un militant qui se dissimule (très probablement) sous le pseudonyme de « Max Cluzot ».

Quand on étudie l'Histoire de Front Rouge, le moins qu'on puisse dire c'est que la pratique de cet élément depuis des années manifeste une curieuse conception des principes idéologiques contenus dans la pensée-maotsetoung. Elle se réduit à l'organisation successive de scissions, y compris dans les rangs de Front Rouge. A cet égard, nous ne soulignerons jamais assez l'importance des enseignements de Mao Tsé-toung que rappelait Chou En laï devant le Xe Congrès du Parti frère chinois, proclamant qu'il faut :

« *Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ;*

Travailler à l'unité et non à la scission ;

Faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues ».

La création de Front Rouge dans un premier temps fut en effet une scission. La création du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) dans un second temps, est encore une scission. Ces deux actes auront en vain tenté d'entraver l'unification des marxistes-léninistes : ils correspondent concrètement à une pratique révisionniste, répondent très exactement aux indications précises fournies par le Président du Parti communiste chinois à ce sujet. Au demeurant, la prétention des dirigeants de ce P.C.R. (ml) à se proclamer « ouvriers » dissimule la réalité qu'il s'agit, dans la majorité des cas, d'étudiants et autres petits-bourgeois établis dans des entreprises, sans aucune expérience prolétarienne préalable.

Nous n'ironiserons pas sur le fait qu'on distingue seulement 25 congressistes sur les documents photographiques de leur fameux congrès. Car nous sommes bien d'accord avec nos camarades chinois et albanais, contre les assertions de Front Rouge d'ailleurs (voir la revue Octobre n° 3), pour proclamer que ce qui est déterminant pour savoir si une formation mérite la qualité de « *Parti communiste* » c'est sa ligne fondamentale idéologique et politique.

Or Front Rouge, dans son exclusif souci de freiner le processus d'unification des marxistes-léninistes actuellement en cours, était engagé dans un processus « unitaire » avec quelques autres groupes « anti-H.R. » se référant au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung.

Pourquoi créer ce parti si précipitamment aujourd'hui ?

Mais pourquoi donc les dirigeants de Front Rouge ont-ils précipitamment convoqué ce congrès, sans aucun souci d'unification effective (du moins en apparence) avec ces autres militants se réclamant du marxisme-léninisme, par l'application de la méthode « *unité - critique - unité* » ?

Tout simplement parce que le processus réel d'unification des marxistes-léninistes engagé à notre initiative, sur des bases de principes, et grâce aux propres efforts des militants de différents groupes est en train d'infliger une cuisante défaite à leurs manœuvres de division. Après les camarades du « *Travailleur* », ceux de la « *Gauche Révolutionnaire* » se sont engagés dans d'exemplaires efforts pour réaliser avec nous la véritable unification des marxistes-léninistes, sur la base des principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, au sein de la seule et unique avant-garde révolutionnaire prolétarienne qui soit. Demain, suivant la même voie, d'autres groupes, d'autres camarades contribueront inéluctablement au succès du processus en cours. Voilà ce contre quoi tentent de réagir, mais ce sera là dérisoire vanité, les dirigeants scissionnistes de Front Rouge ; ils viennent tout simplement de modifier le sigle de leur formation pour essayer de tromper plus efficacement les militants honnêtes et sincères qui ne sont pas encore informés de leur pratique et de leur but de division.

Une fois encore l'initiative de ces dirigeants auto-proclamés marxistes-léninistes n'aboutit qu'à favoriser effectivement le révisionnisme moderne.

La création du P.C.R. (ml) n'est qu'une mesure défensive précipitée, imposée à ces scissionnistes par les progrès irréversibles de l'unification des marxistes-léninistes. En ce sens, elle ne fait que traduire la faiblesse croissante de ses initiateurs.

Et la dictature du prolétariat ?

Nous reviendrons ultérieurement sur la ligne politique du P.C.R. (ml). Au travers de ce qu'on peut constater pour l'instant, dans le texte de l'« *Appel aux travailleurs* » qu'il a déjà publié, c'est qu'elle ne se réfère pas à la « *dictature du prolétariat* ». L'objectif stratégique de la révolution prolétarienne n'est même pas mentionné dans cet « *Appel* » d'un contenu vraiment faible. De ce point de vue, c'est un appel franchement opportuniste. Au surplus la dénonciation du révisionnisme moderne n'apparaît que très superficielle et celle du social-impérialisme russe n'apparaît presque pas du tout. Espérons qu'il y sera fait allusion tout de même de manière un peu plus sérieuse dans les documents du Congrès ultérieurement publiés ! Mais constatons pour l'instant que dans les déclarations de « congressistes » (ceux de Caen en l'occurence) aucune mention n'est jamais faite de la double hégémonie mondiale américano-soviétique et du danger particulier que fait planer sur notre peuple le social-impérialisme russe. Les revendications économiques et sociales prévalent pour ces militants qui, finalement, ne semblent avoir que des divergences « tactiques » avec les révisionnistes, et non point une opposition idéologique et politique fondamentale.

Un parti légal (!)... à l'exemple trotskyste

Remarquons encore que ce P.C.R. (ml) est lancé publiquement, tel un Parti susceptible d'être accepté par la bourgeoisie capitaliste.

Depuis l'interdiction arbitraire du P.C.M.L.F. le 12 juin 1968, tous les opportunistes de droite n'ont cessé de réclamer la remise en activité d'un tel Parti « légal ». Il est vrai que ces éléments se montraient fortement impressionnés par la tactique archi-opportuniste des différents groupes trotskystes sur ce point. Or voici que nous apprenons qu'un des arguments invoqués par les dirigeants de Front Rouge devant leur base pour précipiter leur changement de sigle en lançant un « Parti légal », c'est précisément que le groupe trotskyste « Rouge » lance de son côté son « Front communiste révolutionnaire » ! C'est là une attitude vraiment peu responsable et c'est vraiment la première fois que nous voyons des militants se proclamant « marxistes-léninistes » se référer à l'opportunisme trotskyste congénital pour décider de leur propre attitude tactique !

Pour notre part, nous ne cesserons pas de considérer comme d'une portée universelle la très sérieuse et pertinente indication de Mao Tsé-toung relative à la tolérance par la bourgeoisie des Partis qui ne mettent pas en cause ses intérêts de classe, alors qu'elle interdit systématiquement toute formation politique révolutionnaire qui constitue une menace réelle pour ces mêmes intérêts.

Libre aux trotskystes et aux dirigeants de Front Rouge d'avoir sur ce point une opinion différente, mais alors, que ces derniers ne se réclament plus de la pensée-maotsétoung !

Combattre la division des marxistes-léninistes

Enfin, dans nos rangs, trop de camarades accueillent la nouvelle de la création de ce P.C.R. (ml) avec une simple ironie, en se contentant d'en sourire. C'est là une attitude erronée. Car cet événement profite aux dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. Tout ce qui divise les marxistes-léninistes profite à l'ennemi révisionniste, obstacle principal dans les rangs ouvriers au mouvement révolutionnaire prolétarien et populaire.

Il importe de dénoncer, arguments sérieux à l'appui, la nouvelle initiative des éléments scissionnistes petits-bourgeois, d'une part, en stigmatisant la pratique de style révisionniste de ses initiateurs, en démasquant, point par point, leur ligne politique qui épargne concrètement celle des dirigeants révisionnistes, même si de manière fallacieuse, dans quelques phrases ronflantes, celle-ci semble être attaquée.

Il importe d'autre part de s'adresser aux militants de base et cadres intermédiaires de ce P.C.R. (ml) pour les aider à découvrir l'imposture dont ils sont les victimes involontaires. Il faut tout mettre en œuvre pour dévoiler devant eux la mystification qui les abuse. Car il s'agit d'une agression délibérée et soigneusement organisée contre l'édification impétueuse de l'avant-garde marxiste-léniniste, au profit des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. C'est une grave erreur d'en sourire, en même temps qu'une attitude idéologique mauvaise. Il est indispensable de lui opposer une ferme riposte sur tous les plans, idéologique, politique et théorique, afin de l'empêcher d'atteindre son objectif, la destruction des forces marxistes-léninistes. Faisons de 1974 l'année de la grande victoire de l'unification des marxistes-léninistes en France !

(1) Article rédigé par rapport au n° 110 de Front Rouge.

PRÉPARONS ACTIVEMENT LE 1er MAI

L'Humanité rouge a édité
des tracts et des affiches
pour le 1er mai
et pour les présidentielles

PASSEZ VOS COMMANDES,
DIFFUSEZ PARTOUT NOS TRACTS
COLLEZ MASSIVEMENT NOS AFFICHES !

en bref... en bref... en bref... en bref...

Visite en Algérie de la délégation du gouvernement de la R.D.V.N.

Sur l'invitation de Houari Boumediene, président du Conseil de la Révolution et du Conseil des ministres de la République algérienne démocratique et populaire, Pham Van Dong, premier ministre du gouvernement de la République démocratique du Vietnam, a effectué une visite officielle en Algérie du 2 au 5 avril, à la tête d'une délégation gouvernementale.

Au cours de leur visite en Algérie, le Premier ministre Pham Van Dong et les membres de la délégation qui l'accompagnent ont eu des entretiens avec le président Boumediene et d'autres responsables algériens. La délégation a assisté à un meeting solennel organisé en son honneur par la population d'Alger. Elle a aussi visité une usine, un domaine agricole et un établissement d'enseignement supérieur.

A l'issue de la visite, un communiqué commun a été rendu public aujourd'hui.

Le communiqué commun dit : « Les deux parties soutiennent pleinement la proposition en six points avancée par le gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam le 22 mars 1974, la considérant comme une initiative extrêmement importante destinée à restaurer la paix et ouvrir la voie à une solution politique du problème sud-vietnamien conformément à l'accord de Paris. »

Le communiqué poursuit que les deux parties condamnent sévèrement le Gouvernement des Etats-Unis et l'administration de Saïgon qui ont violé et continuent de violer de façon systématique de nombreuses dispositions essentielles de l'accord de Paris sur le Vietnam. « Elles exigent fermement que le Gouvernement des Etats-Unis et l'administration de Saïgon respectent strictement et exécutent scrupuleusement toutes les dispositions de l'accord de Paris sur le Vietnam, de l'acte de la conférence internationale sur le Vietnam et du communiqué conjoint du 13 juin 1973. En particulier, le Gouvernement des Etats-Unis doit cesser totalement et définitivement son engagement militaire et son ingérence dans les affaires intérieures du Sud Vietnam, et remplir ses obligations concernant le pansement des blessures de guerre en République démocratique du Vietnam, l'administration de Saïgon doit observer strictement le cessez-le-feu, réaliser la remise de la totalité des centaines de milliers de prisonniers politiques qu'elle a arrêtés et continue de détenir et garantir à la population sud-vietnamienne l'exercice des libertés démocratiques, en vue de créer des conditions favorables pour un règlement des questions intérieures du Sud-vietnam dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales. »

Le communiqué dit que les deux parties saluent chaleureusement le peuple cambodgien héroïque qui, sous la direction du Front uni national et du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, a remporté des victoires retentissantes de portée stratégique. Elles soutiennent sans réserve le peuple cambodgien dans sa juste lutte pour réaliser la proclamation en cinq points du 23 mars 1970 de Samdech, Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, et le programme politique du funk.

Il dit que les deux parties saluent chaleureusement le peuple Lao héroïque qui, sous la direction du Front patriotique lao, a remporté une grande victoire, et soutiennent fermement la lutte du peuple lao pour l'exécution correcte de l'accord de Vientiane.

Le communiqué dit : « Les deux parties soulignent la portée considérable de la proposition de la République algérienne démocratique et populaire de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies et qui s'inscrit comme une initiative visant à réaliser les aspirations légitimes des peuples du tiers monde en lutte pour la consolidation de leur indépendance politique et économique et l'exercice sans entrave de leur souveraineté par la définition de nouveaux rapports plus justes et plus équitables entre les pays nantis et les pays en voie de développement et par l'instauration d'une coopération internationale efficace. »

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Les largesses du pouvoir pour ses laquais

Le 16 janvier, le ministre de la Fonction publique a annoncé qu'il recrutait des cadres supérieurs de l'administration pour pourvoir des emplois de « chargés de mission auprès de préfets de région ». Le rôle de ces bureaucrates-en-chef a été défini par le ministre avec cynisme :

« Ils assistent le préfet de région auprès duquel ils sont placés pour mettre en œuvre la politique du gouvernement (...). »

Voilà qui est clair et illustre la théorie mystificatrice de « l'indépendance de l'administration » dont la bourgeoisie nous rabat les oreilles. Ce qui est clair aussi, c'est que le gouvernement n'a pas lésiné pour récompenser comme il se doit les mérites de ces mercenaires d'un nouveau style. En effet ces fonctionnaires percevront :

« ... L'intégralité de la rémunération **(toutes indemnités comprises)** qu'ils auraient perçue s'ils avaient continué à exercer les fonctions qui leur étaient précédemment conférées.

» Ils recevront en outre une indemnité forfaitaire et spéciale actuellement fixée à 1 100 F par mois. »

Ce que de grandes masses de travailleurs ont **pour vivre pendant un mois,** le gouvernement le donne sans hésiter à ses laquais **comme prime, comme pourboire !** Alors que des centaines de milliers de femmes et d'hommes du peuple sont au chômage et que des millions d'autres reçoivent des salaires de misère, l'argent de leurs impôts sert à engraisser un peu plus les bourgeois de l'appareil d'Etat !

Allemagne : le gouvernement socialiste protège les S.S.

Il y a plus de trois ans maintenant que s'est constituée en Allemagne de l'Ouest une « Association des Anciens de la Division de Waffen S.S. « Das Reich ». Un nom qui rappelle beaucoup de choses au peuple français, à tous les résistants. Une association qui en dit long sur la vigueur du nazisme en Allemagne fédérale, sur cette renaissance du fascisme que la clique Brejnev a voulu ignorer pour pouvoir développer sa collaboration avec l'impérialisme yankee.

Mais, direz-vous, le Gouvernement du « socialiste » Willy Brandt ? Quelle attitude énergique a-t-il prise à l'encontre de cette association de criminels de guerre ? Vous le saurez en lisant la réponse que le Gouvernement ouest-allemand a faite au Gouvernement français qui avait — quand même — protesté :

« Le Gouvernement de la R.F.A. (...) a relevé qu'un refus d'enregistrement ne pouvait être opposé à cette association que si ses buts et activités étaient contraires aux (...) lois pénales ou bien dirigées soit contre l'ordre constitutionnel, soit contre l'idéal de compréhension mutuelle entre les peuples. Or, l'association des anciens de la division « Das Reich » s'est fixée pour statuts des buts d'entraide sociale et ne tombe pas, dans ces conditions, sous le coup de la loi. »

Pour M. Brandt, le « socialiste » si cher au cœur de Mitterrand, les 642 enfants, femmes et hommes massacrés à Oradour, les pendus de Tulle, les otages fusillés dans tout notre Sud-Ouest, cela est le gage éclatant de la compréhension mutuelle entre les peuples...

—o—

Le IIIe Congrès de l'Union nationale des femmes algériennes

Le IIIe Congrès de l'Union nationale des femmes algériennes a eu lieu à Alger du 1er au 4 avril. Il a adopté une résolution de politique générale.

Houari Boumediene, président du Conseil de la Révolution d'Algérie, était présent au congrès et y a pris la parole.

Ont assisté au congrès 545 déléguées venues de toutes les régions du pays et 23 représentantes des femmes émigrées algériennes.

Dans sa résolution de politique générale, le IIIe Congrès de l'U.N.F.A. affirme sa détermination de tout mettre en œuvre pour assurer une participation plus large et plus active de la femme algérienne à l'immense effort de développement du pays.

« Considérant, de ce fait, que la consolidation et l'élargissement du Front uni anti-impérialiste doit être une des préoccupations dominantes et constantes de toutes les forces progressistes et de tous les peuples soucieux de préserver leur dignité. »

« Considérant que la nouvelle prise de conscience des pays en voie de développement attestée par le succès de la quatrième conférence des non-alignés tenue à Alger en septembre dernier et qui s'inscrit dans ce sens, marque un tournant décisif dans l'évolution des rapports internationaux. »

La résolution dit : le congrès applaudit chaleureusement l'initiative du président Boumediene qui vient d'aboutir à la convocation d'une assemblée extraordinaire de l'O.N.U.

« Souligne que le développement de la solidarité arabo-africaine, en s'inscrivant également dans cette perspective, est de nature à renforcer d'une part la lutte du monde arabe pour l'évacuation des territoires occupés par l'Etat sioniste et le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux et, d'autre part la lutte des mouvements africains de libération nationale.

« Enregistre la consécration de la Résistance palestienne en tant que représentant unique du peuple palestinien par les pays non alignés comme une victoire sur l'impérialo-sionisme et une autre manifestation de cette même solidarité.

« Exalte la lutte des mouvements de libération contre le colonialisme portugais et les Etats racistes d'Afrique du Sud et salue la proclamation de la République libre de Guinée-Bissau comme une nouvelle victoire de l'Afrique combattante. »

Le congrès a élu un nouveau secrétariat national de l'U.N.F.A. L'épouse du président Boumediene a été élue présidente d'honneur de l'Union nationale des Femmes algériennes.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

La conférence de l'O.N.U. sur les matières premières

Sur une initiative de l'Algérie, soutenue par la France, réclamée par l'ensemble des pays du tiers monde s'est ouvert le 10 avril à l'O.N.U. l'Assemblée extraordinaire sur les matières premières et le développement. Une semaine auparavant, afin d'unifier leur point de vue sur la question, dix-neuf pays latino-américains s'étaient rencontrés à Mexico du 1er au 4 avril. L'accent fut mis sur la nécessité de l'unité. Le rapport de cette première conférence dit en effet que les pays latino-américains ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine du commerce extérieur, de s'unir pour défendre les prix de leurs matières premières et de s'opposer aux barrières tarifaires et non tarifaires imposées par les pays riches sur leurs produits.

Le bureau permanent de coordination des pays non alignés s'était réuni du 19 au 21 mars à Alger, afin de présenter un front uni pour le débat de l'O.N.U. Un document final clôtura cette réunion, document que « l'Algérien en Europe », n° 187 n'hésite pas à qualifier de « Charte économique du tiers monde ». Les interventions du président H. Boumediene lors de la conférence de l'O.N.U. sont toutes inspirées par ce document qui rappelle les politiques des pays non alignés et résume les revendications économiques, liées aux luttes politiques internationales, du tiers monde.

Boumediene a ainsi défini les exigences des pays non alignés : « La nationalisation des matières premières devient la condition fondamentale du développement économique », c'est-à-dire que les pays du tiers monde doivent être propriétaires de leurs ressources naturelles et ce, à part entière et à tous les niveaux (extraction, exploitation...). Les propositions concernant le développement économique, notamment celle qui insiste sur la nécessité de mettre en valeur toutes les terres cultivables et d'assurer une industrialisation accélérée ne sont pas dissociées de la nécessaire lutte contre l'impérialisme et le colonialisme qu'elles supposent, lutte renforcée par la mise en avant du mot d'ordre : « Compter d'abord sur soi et sur ses propres moyens ».

—o—

Saint-Ouen : jusqu'où ira la démagogie des révisionnistes ?

19 mars 1974. — Pour beaucoup c'est le douzième anniversaire du cessez-le-feu en Algérie. Anniversaire d'une indépendance conquise au prix de nombreuses années de luttes armées par un peuple patriote contre le colonialisme français.

Eh bien non ! Pour la municipalité (révisionniste) de Saint-Ouen c'est l'occasion d'une « Remise de titre de reconnaissance de la Nation » aux anciens combattants d'Algérie, sous la présidence de M. Fernand Lefort, sénateur-maire et membre d'un parti qui n'a plus de communiste que le nom.

Est-ce faire preuve d'internationalisme prolétarien que de décorer des personnes qui se sont battues non pour la France, mais pour la bourgeoisie impérialiste française ?

Ou n'est-ce pas plutôt pour faire plaisir à l'équipe Guy Mollet-Mitterrand dont le premier déclarait en 1954 : « Quoi qu'il arrive, la France restera présente en Algérie », et le second : « Je n'admets pas de négociations avec les ennemis de la patrie, la seule négociation, c'est la guerre » et « l'Algérie c'est la France ».

En fait, il faut considérer les dirigeants révisionnistes pour ce qu'ils sont : des ennemis des peuples, des traîtres au prolétariat révolutionnaire, et ne cesser de les combattre et de les démasquer en tant qu'agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Correspondant « H. R. ».

AFFICHEZ H. R.

Un important document

Patrick Kessel vient de publier, aux éditions « 10/18 », un livre remarquable par les documents pour la plupart inédits qu'il rassemble, par la chronologie que l'auteur a établie et qui comporte de précieuses indications sur l'histoire du Mouvement communiste international entre 1942 et 1961.

P. Kessel a réuni 17 documents albanais portant sur la question du révisionnisme moderne : des résolutions du C.C. du Parti du Travail d'Albanie, des discours d'Enver Hoxha. A part le célèbre discours que le grand dirigeant albanais a prononcé à la conférence des 81 partis communistes en 1960, la plupart de ces textes sont inédits en français (ou bien, publiés en leur temps, ils demeuraient introuvables).

On sait que le Parti du Travail d'Albanie fit sa première expérience de la lutte contre le danger révisionniste dès 1943-1944 : dès cette époque en effet, le Parti communiste yougoslave a tenté d'imposer au P.T.A. une ligne contraire au marxisme-léninisme ; cette ligne révisionniste est apparue plus clairement, plus ouvertement après la fin de la guerre, quand les titistes ont voulu édifier leur « socialisme spécifique » et imposer leur « modèle » à tous les pays balkaniques qu'ils voulaient « fédérer » sous leur direction hégémonique. Pour réaliser ce dessein contre-révolutionnaire, les dirigeants yougoslaves sont allés jusqu'à exercer des pressions militaires ouvertes contre l'Albanie.

Dès le début le PTA (et particulièrement Enver Hoxha) fut vigilant. La lutte contre le révisionnisme titiste ne fut pas une lutte facile, ni de courte durée. Les titistes avaient leurs hommes dans le PTA, qui réussirent un temps à glisser leurs conceptions révisionnistes dans la ligne du Parti. Il fallut attendre 1948 pour que soient définitivement écartées les déformations et les erreurs que contenait la ligne du PTA par suite de l'intervention des révisionnistes yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti.

Le PTA allait profiter de cette première et grande expérience de lutte antirévisionniste pour discerner à temps le danger ô combien plus grand venu de Moscou, après que les révisionnistes khrouchtchéviens eurent pris le pouvoir dans le Parti et dans l'Etat soviétiques.

Un des points qui justement éveilla la vigilance des Albanais fut la réhabilitation de Tito par Khrouchtchev.

1956 fut une année importante, décisive quant à l'avenir du Mouvement communiste international : c'est l'année du XXe congrès du PCUS, l'année des « événements » de Pologne et de Hongrie. Aussi Kessel a-t-il réservé une grande place dans son livre à l'année 1956, avec sept textes albanais. Ces textes apportent des précisions remarquables pour comprendre les événements de Pologne et de Hongrie et, surtout, révèlent le rôle de Khrouchtchev et des révisionnistes khrouchtchéviens dans le déroulement des événements.

Ensuite sont présentés des documents plus connus, sur la période 1959-1962, où la cible principale de la lutte du P.T.A. devient le révisionnisme khrouchtchévien.

Mais la richesse de ce livre ne réside pas seulement dans les textes albanais. Pour les présenter, P. Kessel s'est livré à un remarquable travail d'historien du Mouvement communiste international. La chronologie qu'il a établie comporte d'ailleurs de nombreux extraits de publications albanaises : c'est une véritable mine, qui nous permet de voir et de comprendre l'apparition du révisionnisme moderne, la manière dont le fléau a gangréné la plupart des partis, les étapes de la lutte antirévisionniste du PTA, et comment le PTA a grandi et s'est forgé dans cette lutte. Comme le dit Kessel : **« Idéologiquement et politiquement, l'Albanie est comme un coin enfoncé dans cette Europe aujourd'hui l'enjeu des impérialistes américains et du social-impérialisme soviétique : un coin indéracinable. Et l'Albanie est bien, de plus en plus, ce phare du marxisme-léninisme en Europe, selon l'expression du président Mao Tsé-toung. »**

Ce bref résumé aura, nous l'espérons, incité nos lecteurs à se plonger dans la lecture passionnante de ce livre qu'il nous faudra commenter plus longuement, après l'avoir étudié en détail. Mais d'ores et déjà, nous vous appelons à le diffuser largement autour de vous.

« Les communistes albanais contre le révisionnisme ». De Tito à Khrouchtchev, 1942-1961. 426 pages, 9,95 F. En vente à la librairie « **Les Herbes sauvages** », 70 rue de Belleville, Paris (20e).

Meeting du P''C''F à Tonneins :

« L'HUMANITÉ-DIMANCHE » BRULÉ PAR LES RÉVISIONNISTES

Le dimanche 7 avril à Tonneins (Lot-et-Garonne) le P.C. organisait un meeting-débat avec la participation, annoncée à grand fracas de publicité, de Georges Marchais. Ce meeting attirait de nombreux Lot-et-Garonnais mais, au dernier moment... pas de Marchais !

Des militants H.R. décidaient de profiter du meeting pour rappeler la vérité au sujet de François Mitterrand. Pour cela un tract était diffusé reprenant un article de l'Humanité-Dimanche de 1948 retraçant la biographie de F. Mitterrand et insistant sur son passé anti-ouvrier.

Au cours du meeting, deux questions posées furent habilement éludées par les dirigeants.

Pourquoi les dirigeants du P.C. refusent-ils de répondre quand on leur demande :

1° En cas d'une victoire électorale de la gauche, comment ils comptent réagir à une riposte de la bourgeoisie ?

2° Comment ils pensent armer le peuple ?

— Diffusion du tract :

1° Pendant le meeting, des camarades déposaient des tracts sur les pare-brises des voitures. Cependant, première riposte : certains tracts sont immédiatement enlevés par le service d'ordre du meeting.

De quoi le P.C. a-t-il peur ?

2° A la sortie du meeting, les militants H.R. commencent à diffuser massivement le tract sans entraîner de réactions hostiles pendant une dizaine de minutes. Ce n'est qu'au moment où les responsables P.C.F. sont arrivés que les invectives ont commencé à pleuvoir.

« C'est l'Humanité Rouge, ce sont des saboteurs !

Salopards, fainéants, vous feriez mieux de travailler ! »

Vous êtes payés par le gouvernement !

Attaquer un homme, c'est antimarxiste !... »

Ainsi, pour ces bonzes P.C.F., l'Humanité-Dimanche de novembre 1948 *était anti-marxiste ! Diffuser des extraits de l'Humanité-Dimanche, c'est être payé par le gouvernement !*

Puis, hargneusement et rageusement ils ont ameuté leurs militants non informés, ont arraché les tracts, les ont *déchiré* et même *brûlé !*

Cachés dans la foule quelques courageux criaient même : « Cassez-leur la gueule à ces voyous ! »

Ainsi, en 1974 *les militants du P.C.F. brûlent les affirmations de l'Humanité de* 1948 !

Ceci révèle que :

1° Face aux véritables marxistes-léninistes le *P.C.F. n'a d'autre argument politique que l'agression physique* des militants !

Déjà, au congrès constitutif du P.C. M.L.F. à Puyricard en 1967, des militants du P.C.F., revolver au poing avaient attaqué les marxistes-léninistes. Depuis quelques années, également, les militants révolutionnaires se font agresser sur les marchés ou à la porte des usines.

Les exemples se multiplient qui tendent à prouver que les *idées justes* des marxistes-léninistes commencent à les effrayer et qu'ils n'y répondent que par la force.

2° Révèle également la justesse de l'analyse marxiste-léniniste concernant la candidature de F. Mitterrand.

Le P.C.F. montre ainsi qu'il préfère cacher à ses militants le passé anti-ouvrier de F. Mitterrand et qu'il est prêt à tous les mensonges pour préserver l'unité au sommet.

Pendant longtemps, au meeting les bonzes P.C.F. ont démontré comment, eux au pouvoir, la *liberté d'expression* serait sauvegardée !

Attaquer des diffuseurs d'H.R., est-ce sauvegarder la liberté l'expression?

3° Qu'un certain nombre de militants de base restent fidèles aux enseignements de Marx et de Lénine :

Après avoir arrêté la diffusion, les camarades ont pu discuter sérieusement avec un groupe de militants qui partageaient entièrement notre point de vue sur F. Mitterrand et ne comprenaient pas que l'on ait pu empêcher la diffusion d'un tel tract ! Un vieux militant qui a vécu le Front Populaire a déclaré :

« On n'est jamais assez à gauche !

C'est bon que des jeunes soient plus communistes que nous, pour prendre la relève.

Souvenez-vous de Staline, il faut lui tirer son chapeau ! »

RAPPELONS LA VERITE !

SOYONS FIDELES A LA MEMOIRE DES FUSILLES DE LA RESISTANCE ET DE FERNAND YVETON !

DENONÇONS LA COLLUSION REFORMISTES-REVISIONNISTES !

EN AVANT POUR ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME !

Correspondant H.R.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imprim. N.P.P., 35 rue de Bagnolet, 75020 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.